

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement 1570 (2023-2024) Nrs. 1 tot 1^{ter} tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008136]

19 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

Vu le rapport du 3 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis standard n° 65/2023 émis le 24 mars 2023 par l'Autorité de protection des données ;

Vu l'avis de Fednot, donné le 21 août 2023 ;

Vu l'avis de Febelfin, donné le 24 août 2023 ;

Vu l'avis de Federia, donné le 24 août 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 25 août 2023 ;

Vu l'avis du pôle « Logement » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 30 août 2023 ;

Vu l'avis du pôle « Energie » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 8 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 5 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76088/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 5 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5, paragraphe 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Outre les informations visées à l'article 7, § 2, alinéa 3, du décret, le dossier de demande contient :

1° la date de la demande ;

2° une copie de l'ATG-E ou de la caractérisation visés à l'article 4 ;

3° une description détaillée des caractéristiques techniques du concept ou de la technologie. » ;

2° le paragraphe est complété par les alinéas suivants :

« Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent aux informations visées à l'article 7, § 2, alinéa 3, du décret, ainsi qu'aux informations visées à l'alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 3 consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 3 pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, du décret.

Le responsable du traitement est l'administration. ».

Art. 2. Dans l'article 8, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Outre les informations visées à l'article 7, § 3, alinéa 4, du décret, la demande contient :

1° la date de la demande ;

2° une description détaillée des caractéristiques techniques et énergétiques du ou des concepts ou technologies visés à l'article 7, § 2, du décret qui sont appliqués au bâtiment ;

3° le calcul de la performance énergétique du bâtiment concerné, selon la méthode de calcul alternative sollicitée par le demandeur, accompagné d'une note justificative détaillée qui comprend au minimum :

a) les hypothèses générales appliquées au bâtiment ;

b) l'identification du ou des outils d'évaluation utilisés ;

c) les conclusions de la comparaison des résultats, avec et sans application du ou des concepts constructifs ou technologies novateurs, ainsi que l'économie en énergie primaire totale obtenue pour le bâtiment concerné ;

4° le cas échéant, une présentation de cas similaires, à l'aide d'informations techniques, de bibliographie. » ;

2° le paragraphe est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent aux informations visées à l'article 7, § 3, alinéa 4, du décret, ainsi qu'aux informations visées à l'alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 3 consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 3 pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 7, § 4, alinéa 1^{er}, du décret.

Le responsable du traitement est l'administration. ».

Art. 3. A l'article 9/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} devient l'alinéa 1^{er} :

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 4. L'article 19/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 2016 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19/2. § 1^{er}. Outre les éléments visés à l'article 12, § 1/2, du décret, la base de données contient les éléments suivants :

1° le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique de l'auteur du rapport d'évaluation et du titulaire de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB, ou ;

2° lorsque les personnes visées au 1° sont des personnes morales, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact.

Outre les éléments visés à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport d'évaluation contient les informations nécessaires à l'évaluation de la performance énergétique du système déterminées dans l'annexe C 4.

§ 2. Les auteurs de rapports accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, 1° et 4°, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui sont relatives aux systèmes pour lesquels ils établissent ou mettent à jour un rapport d'évaluation.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les auteurs de rapports consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 12, § 1/3, alinéa 1^{er}, 1°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 3. Les certificateurs PEB accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, 1° et 4°, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui sont relatives aux bâtiments ou unités PEB pour lesquels ils établissent ou mettent à jour un certificat PEB ou un rapport partiel.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les certificateurs PEB consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 12, § 1/3, alinéa 1^{er}, 2°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 4. Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, 1° et 4°, du décret et aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, qui sont relatives aux systèmes du bâtiment ou de l'unité PEB sur lesquels s'exerce le droit réel.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 12, § 1/3, alinéa 1^{er}, 6°, du décret

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 5. Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 12, § 1/2, alinéas 1 et 2, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéas 1 et 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 12, § 1/3, alinéa 1^{er}, 3°, 4° et 5°, du décret.

§ 6. Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui les concerne, les personnes visées aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 dans l'exercice de leurs finalités respectives. ».

Art. 5. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. L'administration gère la base de données visée à l'article 14 du décret.

Outre les éléments visés à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la base de données contient les informations suivantes :

- 1° la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien ;
- 2° les données qui justifient la nature des travaux et les procédures applicables ;
- 3° les exigences applicables à chaque unité PEB ou partie de bâtiment en fonction de leur destination et des travaux ;
- 4° un descriptif des mesures à mettre en œuvre et mises en œuvre pour que les exigences PEB et d'électromobilité soient respectées ;
- 5° le résultat du calcul de la performance énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB concernée, estimé et atteint ;
- 6° le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du déclarant PEB et, lorsque leur intervention est requise, de l'architecte, du responsable PEB et, le cas échéant, de l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique, ou ;
- 7° lorsque les personnes visées au 6° sont des personnes morales, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact.

§ 2. Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent, sur la base de données, aux documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, 4°, 6° et 7°, du décret.

§ 3. Les responsables PEB accèdent, sur la base de données, aux documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1° à 5°.

Dans les hypothèses visées à l'article 14, § 3, alinéas 2 et 3, du décret, le nouveau responsable PEB accède, sur la base de données, aux documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1° à 5°.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les responsables PEB consultent et utilisent les informations visées aux alinéas 1 et 2 pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 4. Les certificateurs PEB accèdent, sur la base de données, au certificat PEB établi sur base de l'article 33 du décret et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les certificateurs PEB consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 5. Les officiers instrumentant accèdent, sur la base de données, à la déclaration PEB provisoire, au certificat PEB établi sur base de l'article 33 du décret et au certificat PEB provisoire établi sur base de l'article 34, § 3, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les officiers instrumentant consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 6. Les agents immobiliers accèdent, sur la base de données, au certificat PEB établi sur base de l'article 33 du décret ou au certificat PEB provisoire établi sur base de l'article 34, § 3, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les agents immobiliers consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités d'information visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 7. Les bourgmestres, les fonctionnaires et les agents techniques des communes visées à l'art 86 accèdent, sur la base de données, aux documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4° et 5°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 8. Les fonctionnaires délégués au sens des articles R.I.3-1 et R.VII.3-1 du CoDT accèdent, sur la base de données, aux documents procéduraux relatifs aux exigences PEB et d'électromobilité et aux données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 4° et 5°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 9. Les candidats acquéreurs ou les candidats locataires accèdent, sur la base de données, au certificat PEB établi sur base de l'article 33 du décret ou au certificat PEB provisoire établi sur base de l'article 34, § 3, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les candidats acquéreurs ou les candidats locataires consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 10. Les prêteurs accèdent, sur la base de données, à la déclaration PEB provisoire, au certificat PEB établi sur base de l'article 33 du décret et au certificat PEB provisoire établi sur base de l'article 34, § 3, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les prêteurs consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 8^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 11. Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent accèdent, sur la base de données, pour le bâtiment sur lequel s'exerce le droit réel, aux documents suivants :

- 1^o la déclaration PEB initiale ;
- 2^o la déclaration PEB simplifiée établie dans l'hypothèse visée à l'article 16, § 2, alinéa 2, du décret ;
- 3^o la déclaration PEB provisoire ;
- 4^o la déclaration PEB finale ;
- 5^o le certificat PEB provisoire établi conformément à l'article 34, § 3, du décret ou le certificat PEB établi conformément à l'article 33 du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 12. Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui le concerne, les autorités et les personnes visées aux paragraphes 2 à 11 dans l'exercice de leurs finalités respectives. ».

Art. 6. Dans l'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 7. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :
« § 2. Pour les bâtiments d'une superficie utile totale de moins de 1 000 m², une étude de faisabilité technique, environnementale et économique standardisée peut être mise à disposition par l'administration. » ;
- 2^o le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :
« § 3. Outre les éléments visés à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique comporte les éléments suivants :
 - 1^o une présentation du bâtiment étudié, en ce compris sa superficie utile totale, et de ses besoins énergétiques ;
 - 2^o un tableau synthétique des hypothèses de travail relatives aux technologies envisagées ;
 - 3^o l'analyse des technologies envisagées, en ce compris leur description, leur intégration technique dans le bâtiment, leur pertinence et, pour la ou les technologies dont l'intégration est possible et retenue, leurs bilans énergétique, économique et environnemental ;
 - 4^o le choix de la technologie ou des technologies retenues et leur justification ;
 - 5^o la date ;
 - 6^o la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. » ;
- 3^o dans le paragraphe 3, devenu paragraphe 4, les mots « étude de faisabilité » sont complétés par les mots « technique, environnementale et économique ».

Art. 8. L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2013, est remplacé par ce qui suit :

- « Art. 23. Outre les éléments visés à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la déclaration PEB initiale contient :
- 1^o la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien ;
 - 2^o les données justifiant la nature des travaux et les procédures applicables ;
 - 3^o les exigences applicables à chaque unité PEB ou partie de bâtiment en fonction de leur destination et des travaux ;
 - 4^o le cas échéant, les exigences d'électromobilité applicables au bâtiment en fonction de sa destination ;
 - 5^o la date ;
 - 6^o la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. ».

Art. 9. L'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, est remplacé par ce qui suit :

- « Art. 24. Outre les éléments visés à l'article 16, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, la déclaration PEB simplifiée contient :
- 1^o la nature des travaux et la destination ou les destinations du bien, y compris, le cas échéant, le changement éventuellement envisagé de celle-ci ;
 - 2^o les données justifiant la nature des travaux et les procédures applicables ;
 - 3^o les exigences applicables à chaque unité PEB ou partie de bâtiment en fonction de leur destination et des travaux ;
 - 4^o un tableau des valeurs U des éléments de construction qui font l'objet de travaux de rénovation ;
 - 5^o un tableau reprenant les débits de ventilation des locaux concernés ;

6° s'il s'agit d'un changement de destination au sens de l'article 19, une note de calcul du niveau K ;

7° la date ;

8° la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret ;

9° dans l'hypothèse visée à l'article 16, § 2, alinéa 2, du décret, le numéro de dossier PEB. ».

Art. 10. L'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 11 avril 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Outre les éléments visés à l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la déclaration PEB provisoire contient :

1° la date ;

2° la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. ».

Art. 11. L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 11 avril 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Outre les éléments visés à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la déclaration PEB finale contient :

1° l'indication d'un éventuel changement dans l'identification des intervenants au projet ;

2° le cas échéant, copie de la décision visée aux articles 5 ou 8 ;

3° la date ;

4° la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. ».

Art. 12. Dans l'article 27 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Outre les éléments visés à l'article 19, § 2, alinéa 5, du décret, la notification comprend les informations suivantes :

1° la volonté expresse du cédant et du cessionnaire d'opérer le transfert de la qualité de déclarant au cessionnaire ;

2° la date de la cession de permis.

Le responsable du traitement au sens du RGPD est l'administration.

Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent aux informations visées à l'article 19, § 2, alinéa 5, du décret, ainsi qu'aux informations visées à l'alinéa 1^{er}.

Les personnes visées à l'alinéa 2 consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 2 pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 19, § 2/1, alinéa 1^{er}, du décret.

Le responsable du traitement est l'administration. ».

Art. 13. Dans le titre III, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré un article 28/1, rédigé comme suit :

« Art. 28/1. L'administration met à disposition la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret.

L'administration mentionne la liste des données collectées, les finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données. ».

Art. 14. Dans le titre III, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré un article 28/2, rédigé comme suit :

« Art. 28/2. Préalablement à la collecte des données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret et à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, le responsable PEB remet au déclarant PEB et, le cas échéant, à l'architecte et à l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique, la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. ».

Art. 15. Dans le titre III, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré un article 28/3, rédigé comme suit :

« Art. 28/3. Préalablement à la collecte des données visées à l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret et à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 2, l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique remet au déclarant PEB la notice d'information visée à l'article 18/1 du décret. ».

Art. 16. L'article 29 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Outre les informations visées aux articles 23, § 3, alinéas 1 et 2, 25, § 3, alinéas 1 et 2, et 27, § 3, alinéas 1 et 2, du décret, la note justificative contient les informations suivantes :

1° la date ;

2° l'identification précise de la disposition légale applicable ;

3° un exposé détaillé des éléments justifiant l'exception applicable.

Le Ministre peut préciser le contenu et la forme de la note justificative.

Les bourgmestres, les fonctionnaires et les agents techniques des communes, visés à l'article 86 consultent et utilisent les informations visées aux articles 23, § 3, alinéas 1 et 2, 25, § 3, alinéas 1 et 2 et 27, § 3, alinéas 1 et 2, du décret et à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées aux articles 23, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, 25, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, et 27, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, du décret.

Les fonctionnaires délégués au sens des articles R.I.3-1 et R.VII.3-1 du CoDT consultent et utilisent les informations visées aux articles 23, § 3, alinéas 1 et 2, 25, § 3, alinéas 1 et 2, et 27, § 3, alinéas 1 et 2, du décret et à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées aux articles 23, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, 25, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, et 27, § 3, alinéa 3, 2^o et 3^o, du décret.

Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 consultent et utilisent les informations visées aux articles 23, § 3, alinéas 1 et 2, 25, § 3, alinéas 1 et 2, et 27, § 3, alinéas 1 et 2 du décret et à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées aux articles 23, § 3, alinéa 3, 2^o, 4^o et 5^o, 25, § 3, alinéa 3, 2^o, 4^o et 5^o, et 27, § 3, alinéa 3, 2^o, 4^o et 5^o, du décret.

Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui le concerne, les personnes visées aux alinéas 3, 4 et 5, dans l'exercice de leurs finalités respectives.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès aux informations. ».

Art. 17. Dans l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Outre les éléments visés à l'article 28, § 2, alinéa 3, du décret, la notification comprend les informations suivantes :

- 1° la volonté expresse des parties d'opérer le transfert de la qualité de déclarant à l'acquéreur ;
- 2° la date de la convention opérant la cession ;
- 3° la déclaration PEB provisoire visée à l'article 17 du décret.

Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent aux informations visées à l'article 28, § 2, alinéa 3, du décret, ainsi qu'aux informations visées à l'alinéa 1^{er}.

Les personnes visées à l'alinéa 2 consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 2 pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice de la finalité visée à l'article 28, § 2, alinéa 4, du décret.

Le responsable du traitement est l'administration. ».

Art. 18. L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Outre les éléments visés à l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, le certificat PEB contient les informations suivantes :

- 1° le cas échéant, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant sa construction et son numéro de référence ;
- 2° la version du logiciel de calcul et, le cas échéant du protocole de collecte des données utilisés ;
- 3° le prix du certificat, sauf lorsque le certificat est établi à l'issue d'une procédure PEB ou lorsqu'il s'agit d'un certificat de bâtiment public en vue de l'affichage réalisé par un certificateur interne ;
- 4° la date d'émission du certificat ;
- 5° le cas échéant, la référence du rapport partiel. ».

Art. 19. Dans l'article 37 du même arrêté, le mot « PEB » est chaque fois inséré après les mots « l'unité ».

Art. 20. Dans l'article 38 du même arrêté, le mot « PEB » est chaque fois inséré après les mots « l'unité ».

Art. 21. L'article 39 du même arrêté est complété par les mots « , ainsi que la dénomination de l'autorité publique occupant le bâtiment ».

Art. 22. Dans l'article 42 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Outre les éléments visés à l'article 31, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, le rapport partiel contient les éléments suivants :

- 1° le cas échéant, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant leur construction et le numéro de référence ;
- 2° la version du logiciel de calcul et, le cas échéant, du protocole de collecte des données utilisés ;
- 3° le prix du rapport partiel, sauf lorsque le rapport partiel est établi à l'issue d'une procédure PEB construction ;
- 4° la date d'émission du rapport partiel. ».

Art. 23. L'article 45 du même arrêté est abrogé.

Art. 24. L'article 46 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 46. § 1^{er}. L'administration gère la base de données visée à l'article 32 du décret.

Outre les éléments visés à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la base données contient les informations suivantes :

- 1° le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du titulaire de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB et du certificateur PEB, ou ;
- 2° lorsque les personnes visées au 1° sont des personnes morales, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des représentants légaux et, le cas échéant, des personnes de contact ;
- 3° dans l'hypothèse visée à l'article 31 du décret, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique des personnes légaux de l'association des copropriétaires et, le cas échéant, des personnes de contact ;
- 4° dans l'hypothèse visée à l'article 35 du décret, le nom, le prénom, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique du représentant légal de l'autorité publique occupant le bâtiment et, le cas échéant, des personnes de contact ;
- 5° le cas échéant, la référence du rapport partiel.

§ 2. Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent, sur la base de données, au contenu des certificats PEB et des rapports partiels, aux informations visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, 4°, 5° et 6°, du décret.

§ 3. Les certificateurs PEB accèdent, sur la base de données, aux certificats PEB et aux rapports partiels, ainsi qu'aux informations visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les certificateurs PEB internes de bâtiment public accèdent, sur la base de données, aux certificats PEB et aux informations visées à l'alinéa 1^{er} qui concernent les seuls bâtiments occupés par l'autorité publique au sein de laquelle ils sont actifs.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les certificateurs PEB consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visés à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 4. Les officiers instrumentant accèdent, sur la base de données, aux certificats PEB.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les officiers instrumentant consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 5. Les agents immobiliers accèdent, sur la base de données, aux certificats PEB.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les agents immobiliers consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 6. Les candidats acquéreurs ou les candidats locataires accèdent, sur la base de données, au contenu des certificats PEB, à l'exclusion des informations visées à l'article 30, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o et 12^o, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les candidats acquéreurs ou les candidats locataires consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 7. Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent accèdent, sur la base de données, pour le bâtiment sur lequel s'exerce le droit réel, au certificat PEB ainsi qu'aux informations visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les titulaires de droit réel et les personnes qu'ils désignent consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 8. Les prêteurs accèdent, sur la base de données, aux certificats PEB.

L'administration octroie l'accès à la base de données.

Les prêteurs consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant le temps nécessaire à l'exercice des seules finalités visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 9. Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui le concerne, les autorités et les personnes visées aux paragraphes 2 à 8, dans l'exercice de leurs finalités respectives. ».

Art. 25. Dans le même arrêté, il est inséré un article 46/2 rédigé comme suit :

« Art. 46/2. L'administration met à disposition la notice d'information visée à l'article 32/2 du décret.

La notice mentionne la liste des données collectées, les finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données. ».

Art. 26. L'article 48 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 18 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. Les indicateurs et les informations à mentionner dans toute publicité visée à l'article 34, § 4, du décret sont :

- 1^o la classe énergétique du bâtiment ou de l'unité PEB ;
- 2^o le code unique du certificat PEB ;
- 3^o la consommation spécifique d'énergie primaire du bâtiment ou de l'unité PEB ;
- 4^o la consommation théorique totale d'énergie primaire du bâtiment ou de l'unité PEB ;
- 5^o la photographie extérieure du bâtiment identifiant l'unité PEB concernée.

Le Ministre détermine la forme et les modalités d'intégration des mentions visées à l'alinéa 1^{er} en considération de la forme et du mode de diffusion des supports de publicité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Ministre peut dispenser certaines publicités d'une ou de plusieurs mentions visées à l'alinéa 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, en considération du niveau de détail des supports de publicité. ».

Art. 27. Dans le titre IV, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré un article 55/1 rédigé comme suit :

« Art. 55/1. Préalablement à la collecte des données visées à l'article 32, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret et à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, le certificateur PEB remet au titulaire de droit réel sur le bâtiment ou l'unité PEB la notice d'information visée à l'article 32/2 du décret. ».

Art. 28. Dans le même arrêté, il est inséré un titre IV/1 comprenant les articles 55/2 et 55/3 rédigés comme suit :

« Titre IV/1 – Passeport bâtiment

Art. 55/2. § 1^{er}. Le passeport bâtiment visé à l'article 39/1 du décret est une interface numérique.

L'administration gère le passeport bâtiment en vue de garantir l'exercice des finalités visées à l'article 39/1, § 1^{er}, alinéa 2, du décret.

§ 2. Outre les informations visées à l'article 39/1, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, le passeport bâtiment contient les données suivantes :

- 1^o les informations relatives aux exigences applicables au bâtiment ;
- 2^o les informations relatives aux conseils et aux mesures de soutien concernant la performance énergétique du bâtiment ;
- 3^o les informations relatives aux droits et obligations de chaque titulaire de droit réel et des personnes qu'il autorise concernant les données auxquelles ils accèdent.

§ 3. Le passeport bâtiment peut contenir les documents et les informations relatives au bâtiment que chaque titulaire de droit réel souhaite y conserver.

Art. 55/3. § 1^{er}. Le titulaire de droit réel accède au passeport bâtiment aussi longtemps que son droit réel existe.

Chaque titulaire de droit réel peut autoriser d'autres personnes à accéder, sur le passeport bâtiment, aux informations qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Chaque titulaire de droit réel peut retirer à tout moment une autorisation d'accès qu'il a octroyée.

L'administration fournit l'accès au passeport bâtiment.

Le Ministre peut préciser les modalités d'accès au passeport bâtiment.

§ 2. Pour l'application de l'article 39/1, § 3, alinéas 1 et 6, du décret, les fonctionnaires et les agents qui peuvent accéder au passeport bâtiment sont les fonctionnaires et les agents de l'administration.

§ 3. Lors de toute forme de transfert de droit réel, les éléments visés à l'article 55/2, § 3, sont conservés, sauf volonté expresse du titulaire initial du droit réel.

Lors de toute forme de transfert de son droit réel, les autorisations octroyées par un titulaire de droit réel sont révoquées de plein droit.

§ 4. Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui les concerne, l'administration, les titulaires de droits réels et les personnes autorisées par les titulaires de droits réels, dans l'exercice de leurs finalités respectives. ».

Art. 29. Dans l'article 60 du même arrêté, les mots « article 42, § 1^{er}, 1^o » sont remplacés par les mots « article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o ».

Art. 30. Dans l'article 61 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Outre les informations visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret, la demande comporte les éléments suivants :

1^o la notice d'information visée à l'article 45/1 du décret ;

2^o lorsque le demandeur est une personne physique, l'attestation visée à l'article 72, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

3^o lorsque le demandeur est une personne morale, une copie de la convention qui la lie à l'une des personnes visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du décret ;

4^o la date. ».

Art. 31. A l'article 62 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ainsi que les nom adresse et profession de son titulaire » sont abrogés ;

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Outre les éléments visés à l'article 61, la demande d'agrément en qualité de certificateur PEB de bâtiment public comporte l'identification de l'autorité publique au sein de laquelle le certificateur interne est actif. ».

Art. 32. L'article 63 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. Pour justifier son expérience quant aux aspects énergétiques des bâtiments, le responsable en énergie certifié dans le cadre des cycles de formation organisés par la Région wallonne mentionne dans sa demande d'agrément en qualité de certificateur PEB interne de bâtiment public le ou les organismes dans lesquels le candidat est actif. ».

Art. 33. A l'article 66 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « technique, environnementale et économique » sont insérés entre les mots « étude de faisabilité » et les mots « est adressée » ;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Outre les informations visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, la demande comporte les informations suivantes :

1^o les titres, qualifications ou expérience dans le domaine des systèmes alternatifs de production et d'utilisation d'énergie visés à l'article 41, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret ;

2^o une copie de la convention qui lie le demandeur à l'une des personnes visées à l'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du décret ;

3^o la notice d'information visée à l'article 45/1 du décret. ».

Art. 34. L'article 69 du même arrêté est complété par 4 alinéas rédigés comme suit :

« Outre les informations visées à l'article 45, alinéa 2, 1^o, du décret, la liste visée à l'alinéa 1^{er} contient, avec son accord préalable, l'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique que la personne agréée souhaite utiliser dans l'exercice de ses missions.

Outre les informations visées à l'article 45, alinéa 2, 2^o, du décret, la liste visée à l'alinéa 1^{er} contient, avec leur accord préalable, l'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse de courrier électronique que la personne morale agréée souhaite utiliser dans l'exercice de ses missions.

La personne agréée notifie sans délai à l'administration, au moyen du formulaire mis à sa disposition, toute modification des informations visées à l'article 45, alinéa 2, du décret.

La personne agréée peut demander, au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration, l'adaptation ou le retrait de tout ou partie de ces informations. ».

Art. 35. Dans le Titre V, chapitre 2, section 3, du même arrêté, il est inséré un article 69/3 rédigé comme suit :

« Art. 69/3. L'administration établit la notice d'information visée à l'article 45/1 du décret.

La notice est jointe au formulaire de demande d'agrément.

La notice mentionne la liste des données collectées, les finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données. ».

Art. 36. Dans l'article 75 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Outre les informations visées à l'article 47, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, du décret, la demande comporte les éléments suivants :

- 1° la notice d'information visée à l'article 45/1 du décret ;
- 2° la date. ».

Art. 37. A l'article 76, alinéa 2, du même arrêté, les mots « article 46 » sont remplacés par les mots « article 46, § 2 ».

Art. 38. L'article 77 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le centre de formation agréé notifie sans délai à l'administration, au moyen du formulaire mis à sa disposition, toute modification des informations visées à l'article 49, alinéa 2, du décret.

Le centre de formation agréé peut demander, au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration, l'adaptation ou le retrait de tout ou partie de ces informations. ».

Art. 39. Dans le titre V du même arrêté, il est inséré un chapitre III/1 comprenant un article 77/1, rédigé comme suit :

« Chapitre III/1 – Base de données relative aux agréments

Art. 77/1. § 1^{er}. L'administration gère la base de données visée à l'article 49/1 du décret.

Outre les éléments visés à l'article 49/1, § 1^{er}, alinéas 1 et 2, du décret, la base de données contient les informations suivantes :

1° en ce qui concerne les personnes physiques candidates à l'agrément :

- a) le numéro de dossier ;
- b) la date de la demande d'agrément ;
- c) les informations relatives à la participation de la personne candidate à l'agrément à la formation et à la réussite de l'examen ;

2° outre les informations visées au 1°, en ce qui concerne les personnes physiques agréées :

- a) la date d'octroi de l'agrément ;
- b) les informations relatives à la participation de la personne agréée aux formations permanentes ;
- c) les informations relatives aux contrôles et aux décisions de sanctions dont la personne fait l'objet ;

3° en ce qui concerne les personnes morales candidates à l'agrément :

- a) le numéro de dossier ;
- b) la date de la demande d'agrément ;

4° outre les informations visées au 3°, en ce qui concerne les personnes morales agréées :

- a) la date d'octroi de l'agrément ;
- b) les informations relatives à la participation des personnes visées au 3°, d) aux formations permanentes ;
- c) les informations relatives à d'éventuels changements parmi les personnes visées au 3°, d) ;
- d) les informations relatives aux contrôles et aux décisions de sanctions dont la personne morale fait l'objet.

§ 2. Le responsable du traitement est l'administration.

Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 49/1, § 1^{er}, alinéas 1 et 2, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 2 consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 2 pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 49/1, § 1^{er}, alinéa 3, du décret. ».

Art. 40. L'article 79 du même arrêté est complété par les mots « , l'organisme ou le prestataire externe désigné pour réaliser le contrôle ».

Art. 41. A l'article 80 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration, l'organisme ou le prestataire externe informe l'acteur agréé de l'erreur constatée, lui enjoint de la corriger dans un délai qu'il détermine, d'informer la personne qui lui a commandé le document de l'erreur et de lui communiquer la version corrigée. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 42. A l'article 87 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les manquements établis à l'article 59, 3°, du décret sont punis d'une amende dont le montant est de :

1° 500 euros pour tout manquement aux obligations visées à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 2, et § 4 du décret ;

2° 1.000 euros pour tout manquement aux obligations à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 3, alinéa 5, à l'article 35 du décret. »

2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les manquements établis à l'article 59, 5° et 6°, du décret sont punis d'une amende dont le montant est de 250 euros. ».

Art. 43. L'article 89 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'autorité qui dresse procès-verbal communique la notice d'information visée à l'article 65/2 du décret aux personnes visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°, du décret. ».

Art. 44. Dans le titre VI du même arrêté, il est inséré un article 89/1 rédigé comme suit :

« Art. 89/1. L'administration établit la notice d'information visée à l'article 65/2 du décret.

L'administration mentionne la liste des données collectées, les finalités de traitement ainsi que la durée de conservation, les modalités d'accès et de rectification de ces données. ».

Art. 45. Dans le même arrêté, il est inséré un titre VI/2 comprenant l'article 89/2, rédigé comme suit :

« Titre VI/2 - Base de données relative aux contrôles

Art. 89/2. § 1^{er}. L'administration gère la base de données visée à l'article 65/1 du décret.

Outre les éléments visés à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, la base de données contient les informations suivantes :

1° le numéro du dossier de contrôle ;

2° les éléments nécessaires à l'administration de la preuve des manquements constatés ;

3° les dates des constats, des auditions et des documents de la procédure de contrôle.

§ 2. Les fonctionnaires et les agents de l'administration visés aux articles 79 et 86 accèdent, sur la base de données, aux informations visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, du décret.

§ 3. Les bourgmestres, les fonctionnaires et les agents techniques des communes visées à l'article 86, accèdent aux informations visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 4. Les fonctionnaires délégués au sens des articles R.I.3-1 et R.VII.3-1 du CoDT accèdent aux informations visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, ainsi qu'aux informations visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} consultent et utilisent les informations visées à l'alinéa 1^{er} pendant une durée qui ne dépasse pas le temps nécessaire à l'exercice des finalités visées à l'article 65/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du décret.

Le Ministre peut préciser la durée et les modalités d'accès à la base de données.

§ 5. Les responsables du traitement sont, chacun en ce qui le concerne, les autorités et les personnes visées aux paragraphes 2 à 4 dans l'exercice de leurs finalités respectives. ».

Art. 46. A l'annexe C4 du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1.2.3 « Documentation des travaux portant sur des chaudières de chauffage central » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est supprimé ;

2° au 1.3 « Pompes à chaleur », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

3° au 1.4.3 « Documentation des travaux portant sur des appareils de chauffage électrique direct » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

b) le premier tiret est abrogé ;

4° au 1.5.3 « Documentation des travaux portant sur des appareils de chauffage électrique direct de l'eau chaude sanitaire », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

5° au 1.6 « Cogénérations » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

6° au 1.7.8 « Documentation des travaux de calorifugeage des conduites de chauffage ou d'eau chaude sanitaire », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

7° au 1.8.7 « Documentation des travaux relatifs à la régulation des générateurs de chaleur et du système de distribution et d'émission de chaleur », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

8° au 1.9.2 « Documentation des travaux relatifs au partitionnement », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

9° au 1.10 « Installations solaires thermiques », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

10° au 2.2 « Machine de refroidissement », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

11° au 2.3.7 « Documentation des travaux de calorifugeage des conduites d'eau glacée » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

12° au 2.4.4 « Gestion des pompes et des circulateurs les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

13° au 2.5.2 « Documentation des travaux relatifs au partitionnement » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

14° au 3.2.4 « Documentation de travaux liés à la ventilation mécanique » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

15° au 3.3.7 « Documentation des travaux de calorifugeage des conduits d'air », les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

16° au 3.4.3 « Documentation travaux de comptage énergétique des ventilateurs » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

17° au 4.3 « Documentation de travaux liés à l'éclairage » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé ;

18° au 5.5 « Documentation de travaux liés à une installation solaire photovoltaïque » les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

b) dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Ce rapport contient au minimum : » sont remplacés par les mots « Outre les informations visées à l'article 12, § 1/1, alinéa 2, du décret, le rapport visé à l'article 19/2 de l'arrêté contient : » ;

(2) le premier tiret est abrogé.

Art. 47. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 48. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/008136]

19. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 3. Juni 2021;

Aufgrund der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 21. August 2023 abgegebenen Stellungnahme von "Fednot";

Aufgrund der am 24. August 2023 abgegebenen Stellungnahme von "Febelfin";

Aufgrund der am 24. August 2023 abgegebenen Stellungnahme von "Federia";

Aufgrund der am 25. August 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund der am 30. August 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Wohnungswesen" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie;

Aufgrund der am 8. September 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 5. April 2024 unter der Nummer 76088/4 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 5. April 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;
Auf Vorschlag des Ministers für Energie;
Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 5 Paragraf 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Neben den in Artikel 7 § 2 Absatz 3 des Dekrets genannten Informationen enthält die Antragsakte:

1° das Datum des Antrags;

2° eine Kopie der ATG-E oder der in Artikel 4 genannten Charakterisierung;

3° eine ausführliche Beschreibung der technischen Eigenschaften des Konzepts oder der Technologie. “;

2° der Paragraf wird um die folgenden Absätze ergänzt:

„Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang zu den in Artikel 7 § 2 Absatz 3 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 3 genannten Personen rufen die in Absatz 3 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 7 § 4 Absatz 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche ist die Verwaltung. “.

Art. 2 - In Artikel 8 Paragraf 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Außer den in Artikel 7 § 3 Absatz 4 des Dekrets genannten Informationen enthält der Antrag:

1° das Datum des Antrags;

2° eine ausführliche Beschreibung der technischen und energetischen Eigenschaften des bzw. der in Artikel 7 § 2 des Dekrets genannten Konzepte oder Technologien, die in dem Gebäude zur Anwendung gelangen;

3° die Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des betreffenden Gebäudes nach der alternativen Berechnungsmethode, die vom Antragsteller beantragt wurde, zusammen mit einem ausführlichen Rechtfertigungsschreiben, das mindestens Folgendes umfasst:

a) die allgemeinen Hypothesen, die auf das Gebäude angewendet werden;

b) die Identifizierung des bzw. der benutzten Bewertungsmittel;

c) die Schlussfolgerungen des Vergleichs der Ergebnisse, mit und ohne Anwendung des bzw. der innovativen Baukonzepte oder Technologien, sowie die für das betroffene Gebäude erreichte Gesamteinsparung von Primärenergie;

4° gegebenenfalls eine Darstellung von ähnlichen Fällen, insbesondere mit technischen Informationen und bibliografischen Angaben. “;

2° der Paragraf wird um drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang zu den in Artikel 7 § 3 Absatz 4 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 3 genannten Personen rufen die in Absatz 3 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 7 § 4 Absatz 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche ist die Verwaltung. “.

Art. 3 - In Artikel 9/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Paragraf 1 wird zum Absatz 1:

2° der Paragraf 2 wird aufgehoben.

Art. 4 - Der Artikel 19/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 2016 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 19/2 - § 1. Außer den in Artikel 12 § 1/2 des Dekrets genannten Angaben enthält die Datenbank die folgenden Angaben:

1° die Telefonnummer und E-Mail-Adresse des Verfassers des Bewertungsberichts und des Inhabers dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit, oder;

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen.

Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Angaben enthält der Bewertungsbericht die in Anhang C 4 festgelegten Informationen, die für die Bewertung der Gesamtenergieeffizienz des Systems erforderlich sind.

§ 2. Die Verfasser von Berichten erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 Ziffern 1 und 4 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Informationen, die sich auf die Systeme beziehen, für die sie einen Bewertungsbericht erstellen oder aktualisieren.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Verfasser von Berichten rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die Ausübung der in Artikel 12 § 1/3 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 3. Die EEG-Zertifizierer erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 Ziffern 1 und 4 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen, die sich auf die Gebäude oder EEG-Einheiten beziehen, für die sie ein EEG-Zertifikat oder einen Teilbericht erstellen oder aktualisieren.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die EEG-Zertifizierer rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die Ausübung der in Artikel 12 § 1/3 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 4. Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 Ziffern 1 und 4 des Dekrets genannten Informationen und zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen, die sich auf die Systeme des Gebäudes oder der EEG-Einheit beziehen, an denen das dingliche Recht ausgeübt wird.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 12 § 1/3 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 5. Die in Artikel 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 12 § 1/2 Absätze 1 und 2 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraph 1 Absätze 1 und 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 12 § 1/3 Absatz 1 Ziffern 3, 4 und 5 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

§ 6. Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die in den Paragraphen 2, 3, 4 und 5 genannten Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke. ”.

Art. 5 - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 20 - § 1. Die Verwaltung verwaltet die in Artikel 14 des Dekrets genannte Datenbank.

Außer den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die Datenbank die folgenden Informationen:

- 1° die Art der Bauarbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 2° die Daten zur Begründung der Art der Bauarbeiten und der anwendbaren Technologien;
- 3° die Anforderungen an jede EEG-Einheit oder jeden Gebäudeteil je nach ihrer Zweckbestimmung und je nach den Bauarbeiten;
- 4° eine Beschreibung der Maßnahmen, die zu treffen sind oder getroffen werden, damit die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen erfüllt werden;
- 5° das geschätzt und erreichte Ergebnis der Berechnung der Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes oder der betroffenen EEG-Einheit;
- 6° die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des EEG-Antragstellers und, wenn ihre Beteiligung erforderlich ist, des Architekten, des EEG-Verantwortlichen und gegebenenfalls des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie, oder;
- 7° wenn es sich bei den in Ziffer 6 genannten Personen um juristische Personen handelt, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen.

§ 2. Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang in der Datenbank zur Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Daten sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffern 3, 4, 6 und 7 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

§ 3. Die EEG-Verantwortlichen erhalten Zugang in der Datenbank zur Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Daten sowie zu den in Paragraph 1 Absätze 1 bis 5 genannten Informationen.

In den in Artikel 14 § 3 Absätze 2 und 3 des Dekrets genannten Fällen erhält der neue EEG-Verantwortliche Zugang in der Datenbank zur Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Daten sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffern 1 bis 5 genannten Informationen.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die EEG-Verantwortlichen rufen die in den Absätzen 1 und 2 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 4. Die EEG-Zertifizierer erhalten Zugang in der Datenbank zum EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Daten.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die EEG-Zertifizierer rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 5. Die beurkundenden Beamten erhalten Zugang in der Datenbank zur vorläufigen EEG-Erklärung, zum EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, und zum vorläufigen EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 34 § 3 des Dekrets ausgestellt wurde.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die beurkundenden Beamten rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 6. Die Immobilienmakler erhalten Zugang in der Datenbank zum EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, oder zum vorläufigen EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 34 § 3 des Dekrets ausgestellt wurde.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Immobilienmakler rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten alleinigen Informationszwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 7. Die Bürgermeister, die Beamten und die technischen Bediensteten der in Artikel 86 genannten Gemeinden erhalten Zugang in der Datenbank zur Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Daten sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffern 4 und 5 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 8. Die beauftragten Beamten im Sinne der Artikel R.I.3-1 und R.VII.3-1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung erhalten Zugang in der Datenbank zur Verfahrensdokumentation in Bezug auf die EEG- und Elektromobilitätsanforderungen und zu den in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Daten sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffern 4 und 5 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 9. Kauf- oder Mietinteressenten erhalten Zugang in der Datenbank zum EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, oder zum vorläufigen EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 34 § 3 des Dekrets ausgestellt wurde.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Kauf- oder Mietinteressenten rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 10. Die Kreditgeber erhalten Zugang in der Datenbank zur vorläufigen EEG-Erklärung, zum EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde, und zum vorläufigen EEG-Zertifikat, das auf der Grundlage von Artikel 34 § 3 des Dekrets ausgestellt wurde.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Kreditgeber rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 8 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 11. Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen erhalten für das Gebäude, an dem das dingliche Recht ausgeübt wird, Zugang in der Datenbank zu den folgenden Dokumenten:

1° der ursprünglichen EEG-Erklärung;

2° der vereinfachten EEG-Erklärung, die in dem in Artikel 16 § 2 Absatz 2 des Dekrets genannten Fall ausgestellt wurde;

3° der vorläufigen EEG-Erklärung;

4° der endgültigen EEG-Erklärung;

5° dem vorläufigen EEG-Zertifikat, das gemäß Artikel 34 § 3 des Dekrets ausgestellt wurde, oder dem EEG-Zertifikat, das gemäß Artikel 33 des Dekrets ausgestellt wurde.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 12. Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die in den Paragraphen 2 bis 11 genannten Behörden und Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke. ”.

Art. 6 - In Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 2. Für Gebäude mit einer gesamten Nutzfläche von weniger als 1.000 m² kann eine standardisierte technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie von der Verwaltung zur Verfügung gestellt werden. ”;

2° der Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 3. Außer den in Artikel 15 § 2 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie mindestens die folgenden Angaben:

- 1° eine Darstellung des betreffenden Gebäudes, einschließlich seiner gesamten Nutzfläche und seines Energiebedarfs;
- 2° eine zusammenfassende Tabelle der Arbeitshypothesen bezüglich der in Betracht gezogenen Technologien;
- 3° die Analyse der in Betracht gezogenen Technologien, einschließlich ihrer Beschreibung, ihrer technischen Anwendung in dem Gebäude, ihrer Relevanz und, für die Technologie(n), deren Anwendung möglich ist und berücksichtigt wird, ihrer Energie-, wirtschaftlichen und Umweltbilanz;
- 4° die Wahl der berücksichtigten Technologie(n) und deren Begründung;
- 5° das Datum;
- 6° das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt. ”;

3° in Paragraph 3, der zu Paragraph 4 wurde, wird vor das Wort “Machbarkeitsstudie” die Wortfolge “technischen, ökologischen und wirtschaftlichen” eingefügt.

Art. 8 - Artikel 23 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 23 - Außer den in Artikel 16 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die ursprüngliche EEG-Erklärung Folgendes:

- 1° die Art der Bauarbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes;
- 2° die Daten zur Begründung der Art der Bauarbeiten und der anwendbaren Technologien;
- 3° die Anforderungen an jede EEG-Einheit oder jeden Gebäudeteil je nach ihrer Zweckbestimmung und je nach den Bauarbeiten;
- 4° gegebenenfalls die Elektromobilitätsanforderungen, die für das Gebäude entsprechend seiner Zweckbestimmung anwendbar sind;
- 5° das Datum;
- 6° das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt. ”.

Art. 9 - Artikel 24 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 24 - Außer den in Artikel 16 § 2 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die vereinfachte EEG-Erklärung Folgendes:

- 1° die Art der Bauarbeiten und die Zweckbestimmung(en) des Gutes, einschließlich gegebenenfalls deren eventuell geplante Änderung;
- 2° die Daten zur Begründung der Art der Bauarbeiten und der anwendbaren Technologien;
- 3° die Anforderungen an jede EEG-Einheit oder jeden Gebäudeteil je nach ihrer Zweckbestimmung und je nach den Bauarbeiten;
- 4° eine Tabelle der U-Werte der Bauelemente, die Gegenstand von Sanierungsarbeiten sind;
- 5° eine Tabelle mit dem Volumenstrom der Belüftung der betroffenen Räume;
- 6° wenn es sich um eine Änderung der Zweckbestimmung im Sinne von Artikel 19 handelt, eine Berechnung des Niveaus K;
- 7° das Datum;
- 8° das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt;
- 9° in dem in Artikel 16 § 2 Absatz 2 des Dekrets genannten Fall, die EEG-Aktennummer. ”.

Art. 10 - Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 11. April 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 25 - Außer den in Artikel 17 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die vorläufige EEG-Erklärung Folgendes:

- 1° das Datum;
- 2° das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt. ”.

Art. 11 - Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 11. April 2019, wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 26 - Außer den in Artikel 18 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die endgültige EEG-Erklärung Folgendes:

- 1° die Angabe einer eventuellen Änderung in der Identifizierung der am Projekt beteiligten Personen;
- 2° gegebenenfalls eine Kopie der in den Artikeln 5 oder 8 genannten Entscheidung;
- 3° das Datum;
- 4° das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt. ”.

Art. 12 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

“§ 2. Außer den in Artikel 19 § 2 Absatz 5 des Dekrets genannten Angaben umfasst die Notifizierung die folgenden Informationen:

- 1° den ausdrücklichen Willen des Überlassers und des Übernehmers, die Eigenschaft des Antragstellers auf den Übernehmer zu übertragen;
- 2° das Datum der Abtretung der Genehmigung.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne der DSGVO ist die Verwaltung.

Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang zu den in Artikel 19 § 2 Absatz 5 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Absatz 1 genannten Informationen.

Die in Absatz 2 genannten Personen rufen die in Absatz 2 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 19 § 2/1 Absatz 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche ist die Verwaltung. "

Art. 13 - In Titel III Kapitel 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 28/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 28/1 - Die Verwaltung stellt das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt zur Verfügung.

Die Verwaltung erwähnt die Liste der erhobenen Daten, die Zwecke ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten des Zugangs zu diesen Daten und ihre Berichtigung. "

Art. 14 - In Titel III Kapitel 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 28/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 28/2 - Vor der Erhebung der in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets und in Artikel 20 § 1 Absatz 2 genannten Daten, händigt der EEG-Verantwortliche dem EEG-Antragsteller und gegebenenfalls dem Architekten und dem Verfasser der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt aus. "

Art. 15 - In Titel III Kapitel 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 28/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 28/3 - Vor der Erhebung der in Artikel 14 § 1 Absatz 1 des Dekrets und in Artikel 20 § 1 Absatz 2 genannten Daten händigt der Verfasser der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie dem EEG-Antragsteller das in Artikel 18/1 des Dekrets genannte Informationsblatt aus. "

Art. 16 - Artikel 29 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Außer den in Artikel 23 § 3 Absätze 1 und 2, Artikel 25 § 3 Absätze 1 und 2, und Artikel 27 § 3 Absätze 1 und 2 des Dekrets genannten Informationen enthält das Rechtfertigungsschreiben die folgenden Informationen:

1° das Datum;

2° die genaue Identifizierung der anwendbaren Gesetzesbestimmung;

3° eine detaillierte Darstellung der Elemente, die die anwendbare Ausnahme rechtfertigen.

Der Minister kann den Inhalt und die Form des Rechtfertigungsschreibens näher bestimmen.

Die in Artikel 86 genannten Bürgermeister, Beamten und technischen Bediensteten der Gemeinden rufen die in Artikel 23 § 3 Absätze 1 und 2, Artikel 25 § 3 Absätze 1 und 2 und Artikel 27 § 3 Absätze 1 und 2 des Dekrets und in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 23 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3, Artikel 25 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 und Artikel 27 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Die beauftragten Beamten im Sinne von den Artikeln R.I.3-1 und R.VII.3-1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung rufen die in Artikel 23 § 3 Absätze 1 und 2, Artikel 25 § 3 Absätze 1 und 2 und Artikel 27 § 3 Absätze 1 und 2 des Dekrets und in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 23 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3, Artikel 25 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 und Artikel 27 § 3 Absatz 3 Ziffern 2 und 3 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung rufen die in Artikel 23 § 3 Absätze 1 und 2, Artikel 25 § 3 Absätze 1 und 2 und Artikel 27 § 3 Absätze 1 und 2 des Dekrets und in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 23 § 3 Absatz 3 Ziffern 2, 4 und 5, Artikel 25 § 3 Absatz 3 Ziffern 2, 4 und 5 und Artikel 27 § 3 Absatz 3 Ziffern 2, 4 und 5 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die in den Absätzen 3, 4 und 5 genannten Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zu den Informationen näher bestimmen. "

Art. 17 - In Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023 wird Paragraf 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Außer den in Artikel 28 § 2 Absatz 3 des Dekrets genannten Angaben umfasst die Notifizierung die folgenden Informationen:

1° den ausdrücklichen Willen der Parteien, die Eigenschaft des Antragstellers auf den Käufer zu übertragen;

2° das Datum der Vereinbarung, durch welche die Abtretung erfolgt;

3° die in Artikel 17 des Dekrets genannte vorläufige EEG-Erklärung.

Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang zu den in Artikel 28 § 2 Absatz 3 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Absatz 1 genannten Informationen.

Die in Absatz 2 genannten Personen rufen die in Absatz 2 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung des in Artikel 28 § 2 Absatz 4 des Dekrets genannten Zwecks erforderlich.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche ist die Verwaltung. "

Art. 18 - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 36 - Außer den in Artikel 30 § 2 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält das EEG-Zertifikat die folgenden Informationen:

1° gegebenenfalls das Datum der Gewährung der Baugenehmigung, der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, durch die der Bau genehmigt wurde, und dessen Bezugsnummer;

2° die Version des verwendeten Berechnungsprogramms und gegebenenfalls des angewandten Datenerhebungsprotokolls;

3° den Preis des Zertifikats, außer wenn das Zertifikat nach einem EEG-Verfahren ausgestellt wird oder wenn es sich um ein für den Aushang bestimmtes Zertifikat für ein öffentliches Gebäude handelt, das von einem internen Zertifizierer erstellt wurde;

4° das Datum der Ausstellung des Zertifikats;

5° gegebenenfalls die Bezugsnummer des Teilberichts; ”.

Art. 19 - In Artikel 37 desselben Erlasses wird das Wort "EEG-" jeweils vor das Wort "Einheit" eingefügt.

Art. 20 - In Artikel 38 desselben Erlasses wird das Wort "EEG-" jeweils vor das Wort "Einheit" eingefügt.

Art. 21 - Artikel 39 desselben Erlasses wird durch die Wortfolge ", sowie die Bezeichnung der öffentlichen Behörde, die das Gebäude nutzt" ergänzt.

Art. 22 - In Artikel 42 desselben Erlasses wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

§ 1. Außer den in Artikel 31 § 1 Absatz 3 des Dekrets genannten Angaben enthält der Teilbericht die folgenden Angaben:

1° gegebenenfalls das Datum der Gewährung der Baugenehmigung, der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, durch die der Bau genehmigt wurde, und dessen Bezugsnummer;

2° die Version des verwendeten Berechnungsprogramms und gegebenenfalls des angewandten Datenerhebungsprotokolls;

3° den Preis des Teilberichts, es sei denn, es handelt sich um einen im Anschluss an ein EEG-Verfahren für den Bau ausgestellten Teilbericht;

4° das Datum der Ausstellung des Teilberichts. ”.

Art. 23 - Der Artikel 45 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 24 - Artikel 46 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 46 - § 1. Die Verwaltung verwaltet die in Artikel 32 des Dekrets genannte Datenbank.

Außer den in Artikel 32 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die Datenbank die folgenden Informationen:

1° die Telefonnummer und E-Mail-Adresse des Inhabers dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit und des EEG-Zertifizierers, oder;

2° wenn es sich bei den in Ziffer 1 genannten Personen um juristische Personen handelt, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter und gegebenenfalls der Kontaktpersonen;

3° in dem in Artikel 31 des Dekrets genannten Fall die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der gesetzlichen Vertreter der Miteigentümergeinschaft und gegebenenfalls der Kontaktpersonen;

4° in dem in Artikel 35 des Dekrets genannten Fall den Namen, den Vornamen, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse des gesetzlichen Vertreters der öffentlichen Behörde, die das Gebäude nutzt, und gegebenenfalls der Kontaktpersonen;

5° gegebenenfalls die Bezugsnummer des Teilberichts;

§ 2. Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang in der Datenbank zum Inhalt der EEG-Zertifikate und der Teilberichte, zu den in Artikel 32 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffern 3, 4, 5 und 6 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

§ 3. EEG-Zertifizierer erhalten Zugang in der Datenbank zu den EEG-Zertifikaten und Teilberichten sowie zu den in Artikel 32 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Informationen.

Abweichend von Absatz 1 erhalten interne EEG-Zertifizierer für öffentliche Gebäude Zugang in der Datenbank zu den EEG-Zertifikaten und zu den in Absatz 1 genannten Informationen, die sich nur auf Gebäude beziehen, die von der öffentlichen Behörde genutzt werden, in der sie tätig sind.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die EEG-Zertifizierer rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 4. Die beurkundenden Beamten erhalten Zugang in der Datenbank zu den EEG-Zertifikaten.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die beurkundenden Beamten rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 5. Immobilienmakler erhalten Zugang in der Datenbank zu den EEG-Zertifikaten.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Immobilienmakler rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 6. Kauf- oder Mietinteressenten erhalten Zugang in der Datenbank zum Inhalt der EEG-Zertifikate, mit Ausnahme der in Artikel 30 § 2 Absatz 1 Ziffern 2, 4, 5, 6 und 12 des Dekrets genannten Informationen.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Kauf- oder Mietinteressenten rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 7. Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen erhalten für das Gebäude, an dem das dingliche Recht ausgeübt wird, Zugang in der Datenbank zum EEG-Zertifikat sowie zu den in Artikel 32 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten Informationen.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Inhaber dinglicher Rechte und die von ihnen benannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 8. Die Kreditgeber erhalten Zugang in der Datenbank zu den EEG-Zertifikaten.

Die Verwaltung gewährt den Zugang zur Datenbank.

Die Kreditgeber rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nur so lange, wie es für die ausschließliche Ausübung der in Artikel 32 § 1 Absatz 2 Ziffer 7 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich ist.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 9. Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die in den Absätzen 2 bis 8 genannten Behörden und Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke. ”.

Art. 25 - In denselben Erlass wird ein Artikel 46/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 46/2 - Die Verwaltung stellt das in Artikel 32/2 des Dekrets genannte Informationsblatt zur Verfügung.

Das Informationsblatt erwähnt die Liste der erhobenen Daten, die Zwecke ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten des Zugangs zu diesen Daten und ihre Berichtigung. ”.

Art. 26 - Artikel 48 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 18. Dezember 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 48 - Die Indikatoren und Informationen, die in jeder in Artikel 34 § 4 des Dekrets genannten Anzeige angegeben werden müssen, sind:

1° der EEG-Ausweis des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

2° der einzige Code des EEG-Zertifikats;

3° der spezifische Primärenergieverbrauch des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

4° der theoretische gesamte Primärenergieverbrauch des Gebäudes oder der EEG-Einheit;

5° das Außenfoto des Gebäudes, auf dem die betreffende EEG-Einheit identifiziert wird.

Der Minister bestimmt die Form und die Modalitäten der Integration der in Absatz 1 genannten Angaben unter Berücksichtigung der Form und der Art der Verbreitung der Werbeträger.

Abweichend von Absatz 1 kann der Minister bestimmte Anzeigen von einer oder mehreren der in Absatz 1 Ziffern 3, 4 und 5 genannten Angaben befreien, wobei der Detaillierungsgrad der Werbeträger zu berücksichtigen ist. ”.

Art. 27 - In Titel IV Kapitel 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 55/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 55/1 - Vor der Erhebung der in Artikel 32 § 1 Absatz 1 des Dekrets und Artikel 46 § 1 Absatz 2 genannten Daten händigt der EEG-Zertifizierer dem Inhaber dinglicher Rechte an dem Gebäude oder der EEG-Einheit das in Artikel 32/2 des Dekrets genannte Informationsblatt aus. ”.

Art. 28 - In denselben Erlass wird ein die Artikel 55/2 und 55/3 umfassender Titel IV/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Titel IV/1 - Gebäudepass

Art. 55/2 - § 1. Der in Artikel 39/1 des Dekrets genannte Gebäudepass ist eine digitale Schnittstelle.

Die Verwaltung verwaltet den Gebäudepass, um die Ausübung der in Artikel 39/1 § 1 Absatz 2 des Dekrets genannten Zwecke zu gewährleisten.

§ 2. Außer den in Artikel 39/1 § 2 Absatz 1 des Dekrets genannten Informationen enthält der Gebäudepass die folgenden Daten:

1° die Informationen über die Anforderungen an das Gebäude;

2° die Informationen über Beratung und Fördermaßnahmen in Bezug auf die Gesamtenergieeffizienz des Gebäudes;

3° die Informationen über die Rechte und Pflichten jedes Inhabers dinglicher Rechte und der von ihm ermächtigten Personen in Bezug auf die Daten, auf die sie zugreifen.

§ 3. Der Gebäudepass kann die Dokumente und Informationen über das Gebäude enthalten, die jeder Inhaber dinglicher Rechte dort aufbewahren möchte.

Art. 55/3 - § 1. Der Inhaber dinglicher Rechte erhält so lange Zugang zum Gebäudepass, wie sein dingliches Recht besteht.

Jeder Inhaber dinglicher Rechte kann anderen Personen den Zugang zu den von ihm festgelegten Informationen und für die von ihm festgelegte Dauer im Gebäudepass gestatten.

Jeder Inhaber dinglicher Rechte kann eine von ihm gewährte Zugangsberechtigung jederzeit widerrufen.

Die Verwaltung bietet Zugang zum Gebäudepass.

Der Minister kann die Modalitäten des Zugangs zum Gebäudepass näher bestimmen.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 39/1 § 3 Absätze 1 und 6 des Dekrets sind die Beamten und Bediensteten, die Zugang zum Gebäudepass erhalten können, die Beamten und Bediensteten der Verwaltung.

§ 3. Bei jeder Form der Übertragung eines dinglichen Rechts bleiben die in Artikel 55/2 § 3 genannten Elemente erhalten, es sei denn, der ursprüngliche Inhaber des dinglichen Rechts wünscht dies ausdrücklich.

Bei jeder Form der Übertragung seines dinglichen Rechts werden die von einem Inhaber dinglicher Rechte gewährten Genehmigungen von Rechts wegen widerrufen.

§ 4. Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die Verwaltung, die Inhaber dinglicher Rechte und die von den Inhabern dinglicher Rechte ermächtigten Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke.“.

Art. 29 - In Artikel 60 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 42, § 1, 1^o" durch die Wortfolge "Artikel 42 § 1 Absatz 1 Ziffer 1" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 61 desselben Erlasses wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Außer den in Artikel 43 § 1 Absätze 2 und 3 des Dekrets genannten Informationen enthält der Antrag folgende Angaben:

- 1° das in Artikel 45/1 des Dekrets genannte Informationsblatt;
- 2° wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist, die in Artikel 72 § 1 Absatz 1 genannte Bescheinigung;
- 3° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, eine Kopie der Vereinbarung, die sie mit einer der in Artikel 43 § 1 Absatz 2 Ziffer 3 des Dekrets genannten Personen bindet;
- 4° das Datum. "

Art. 31 - In Artikel 62 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "sowie Namen, Anschrift und Beruf seines Inhabers" aufgehoben;
- 2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Außer den in Artikel 61 genannten Angaben enthält der Antrag auf Zulassung als EEG-Zertifizierer für öffentliche Gebäude die Identifizierung der öffentlichen Behörde, in der der interne Zertifizierer tätig ist. "

Art. 32 - Artikel 63 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 63 - Um seine Erfahrung bezüglich der energetischen Aspekte der Gebäude nachzuweisen, führt der im Rahmen der von der Wallonischen Region organisierten Ausbildungszyklen zertifizierte Energiebeauftragte in seinem Antrag auf Zulassung als interner EEG-Zertifizierer für öffentliche Gebäude die Einrichtung(en) an, in der bzw. denen der Bewerber tätig ist. "

Art. 33 - In Artikel 66 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "technischen ökologischen und wirtschaftlichen" vor das Wort "Machbarkeitsstudien" eingefügt;

2° der Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 7. Außer den in Artikel 43 § 1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der Antrag die folgenden Informationen:

- 1° die Titel, Qualifikationen oder Erfahrung auf dem Gebiet der in Artikel 41 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets genannten alternativen Systeme zur Energieerzeugung und -verwendung;
- 2° eine Kopie der Vereinbarung, die den Antragsteller an eine der in Artikel 43 § 1 Absatz 2 Ziffer 3 des Dekrets genannten Personen bindet;
- 3° das in Artikel 45/1 des Dekrets genannte Informationsblatt. "

Art. 34 - Artikel 69 desselben Erlasses wird um 4 Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Außer den in Artikel 45 Absatz 2 Ziffer 1 des Dekrets genannten Informationen enthält die in Absatz 1 genannte Liste mit ihrer vorherigen Zustimmung die Postanschrift, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse, die die zugelassene Person bei der Ausübung ihrer Aufgaben verwenden möchte.

Außer den in Artikel 45 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Informationen enthält die in Absatz 1 genannte Liste mit ihrer vorherigen Zustimmung die Postanschrift, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse, die die zugelassene juristische Person bei der Ausübung ihrer Aufgaben verwenden möchte.

Die zugelassene Person teilt der Verwaltung mithilfe des ihr zur Verfügung gestellten Formulars unverzüglich jede Änderung der in Artikel 45 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen mit.

Die zugelassene Person kann mithilfe des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars beantragen, dass diese Informationen ganz oder teilweise angepasst oder entfernt werden. "

Art. 35 - In Titel V Kapitel 2 Abschnitt 3 desselben Erlasses wird ein Artikel 69/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 69/3 - Die Verwaltung erstellt das in Artikel 45/1 des Dekrets genannte Informationsblatt.

Es wird dem Formular des Zulassungsantrags beigelegt.

Das Informationsblatt erwähnt die Liste der erhobenen Daten, die Zwecke ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten des Zugangs zu diesen Daten und ihre Berichtigung. "

Art. 36 - In Artikel 75 desselben Erlasses wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Außer den in Artikel 47 § 1 Absätze 2 und 3 des Dekrets genannten Informationen enthält der Antrag folgende Angaben:

- 1° das in Artikel 45/1 des Dekrets genannte Informationsblatt;
- 2° das Datum. "

Art. 37 - In Artikel 76 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 46" durch die Wortfolge "Artikel 46 § 2" ersetzt.

Art. 38 - Artikel 77 desselben Erlasses wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung mithilfe des ihm zur Verfügung gestellten Formulars unverzüglich jede Änderung der in Artikel 49 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen mit.

Das zugelassene Ausbildungszentrum kann mithilfe des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars beantragen, dass diese Informationen ganz oder teilweise angepasst oder entfernt werden. "

Art. 39 - In Titel V desselben Erlasses wird ein Kapitel III/1, das Artikel 77/1 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel III/1 - Datenbank in Bezug auf Zulassungen

Art. 77/1 - § 1. Die Verwaltung verwaltet die in Artikel 49/1 des Dekrets genannte Datenbank

Außer den in Artikel 49/1 § 1 Absätze 1 und 2 des Dekrets genannten Angaben enthält die Datenbank die folgenden Informationen:

1° in Bezug auf natürliche Personen, die sich um eine Zulassung bewerben:

a) die Aktennummer;

b) das Datum des Zulassungsantrags;

c) Informationen über die Teilnahme des Bewerbers für die Zulassung an der Ausbildung und das Bestehen der Prüfung;

2° außer den in Ziffer 1 genannten Informationen, in Bezug auf zugelassene natürliche Personen:

a) das Datum der Gewährung der Zulassung;

b) Informationen über die Teilnahme der zugelassenen Person an ständigen Fortbildungen;

c) Informationen über Kontrollen und Sanktionsentscheidungen, denen die Person unterliegt;

3° in Bezug auf juristische Personen, die sich um eine Zulassung bewerben:

a) die Aktennummer;

b) das Datum des Zulassungsantrags;

4° außer den in Ziffer 3 genannten Informationen, in Bezug auf zugelassene juristische Personen:

a) das Datum der Gewährung der Zulassung;

b) Informationen über die Teilnahme der in Ziffer 3 Buchstabe d genannten Personen an ständigen Fortbildungen;

c) Informationen über mögliche Änderungen unter den in Ziffer 3 Buchstabe d genannten Personen;

d) Informationen über Kontrollen und Sanktionsentscheidungen, denen die juristische Person unterliegt.

§ 2. Der für die Verarbeitung Verantwortliche ist die Verwaltung.

Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 49/1 § 1 Absätze 1 und 2 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 2 genannten Personen rufen die in Absatz 2 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 49/1 § 1 Absatz 3 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich. "

Art. 40 - Artikel 79 desselben Erlasses wird durch die Wortfolge ", die externe Einrichtung oder der externe Dienstleister, die bzw. der für die Durchführung der Kontrolle bezeichnet wurde" ergänzt.

Art. 41 - In Artikel 80 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Verwaltung, die Einrichtung oder der externe Dienstleister informiert den zugelassenen Akteur über den festgestellten Fehler, fordert ihn auf, den Fehler innerhalb einer von ihm festgelegten Frist zu berichtigen, die Person, die das Dokument bei ihm bestellt hat, über den Fehler zu informieren und ihr die berichtigte Fassung zu übermitteln. "

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 42 - In Artikel 87 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die in Artikel 59 Ziffer 3 des Dekrets ausgestellten Verstöße werden mit einer Geldbuße geahndet in Höhe von:

1° 500 Euro für jeden Verstoß gegen die Verpflichtungen in Artikel 34 § 1 Absatz 2 und § 4 des Dekrets;

2° 1.000 Euro für jeden Verstoß gegen die Verpflichtungen in Artikel 34 § 1 Absatz 1 und § 3 Absatz 5 und Artikel 35 des Dekrets. "

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Die in Artikel 59 Ziffern 5 und 6 des Dekrets ausgestellten Verstöße werden mit einer Geldbuße in Höhe von 250 Euro geahndet. "

Art. 43 - Artikel 89 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die protokollierende Behörde übermittelt das in Artikel 65/2 des Dekrets genannte Informationsblatt an die in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 Ziffern 3, 4, 5, 6 und 7 des Dekrets genannten Personen. "

Art. 44 - In Titel VI desselben Erlasses wird ein Artikel 89/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 89/1 - Die Verwaltung erstellt das in Artikel 65/2 des Dekrets genannte Informationsblatt.

Die Verwaltung erwähnt die Liste der erhobenen Daten, die Zwecke ihrer Verarbeitung sowie die Dauer der Speicherung, die Modalitäten des Zugangs zu diesen Daten und ihre Berichtigung. "

Art. 45 - In denselben Erlass wird ein Titel VI/2 eingefügt, der den Artikel 89/2 mit folgendem Wortlaut umfasst:

"Titel VI/2 - Datenbank in Bezug auf die Kontrollen

Art. 89/2 - § 1. Die Verwaltung verwaltet die in Artikel 65/1 des Dekrets genannte Datenbank

Außer den in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Angaben enthält die Datenbank die folgenden Informationen:

- 1° die Nummer der Kontrollakte;
- 2° die Angaben, die für die Beweisführung der festgestellten Verstöße notwendig sind;
- 3° die Daten der Feststellungen, der Anhörungen und der Dokumente des Kontrollverfahrens.

§ 2. Die in den Artikeln 79 und 86 genannten Beamten und Bediensteten der Verwaltung erhalten Zugang in der Datenbank zu den in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 65/1 § 1 Absatz 2 Ziffern 1, 2 und 3 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

§ 3. Die Bürgermeister, Beamten und technischen Bediensteten der in Artikel 86 genannten Gemeinden erhalten Zugang zu den in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 65/1 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 4. Die beauftragten Beamten im Sinne von den Artikeln R.I.3-1 und R.VII.3-1 des Wallonischen Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung erhalten Zugang zu den in Artikel 65/1 § 1 Absatz 1 des Dekrets genannten Informationen sowie zu den in Paragraf 1 Absatz 2 genannten Informationen.

Die in Absatz 1 genannten Personen rufen die in Absatz 1 genannten Informationen ab und verwenden sie nicht länger als für die Ausübung der in Artikel 65/1 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets genannten Zwecke erforderlich.

Der Minister kann die Dauer und die Modalitäten des Zugangs zur Datenbank näher bestimmen.

§ 5. Die für die Verarbeitung Verantwortlichen sind jeweils für ihren Bereich die in den Paragrafen 2 bis 4 genannten Behörden und Personen bei der Ausübung ihrer jeweiligen Zwecke. "

Art. 46 - In Anhang C4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1.2.3 "Dokumentation der Arbeiten zu Zentralheizungskesseln" werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;
- b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) c) der erste Gedankenstrich wird gestrichen;

2° in Punkt 1.3 "Wärmepumpen" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;
- b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

3° in Punkt 1.4.3 "Dokumentation der Arbeiten zu elektrischen Direktheizgeräten" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;
- b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

b) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

4° in Punkt 1.5.3 "Dokumentation der Arbeiten zu elektrischen Direktheizgeräten für Sanitärwarmwasser" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;
- b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

5° in Punkt 1.6 "Kraft-Wärme-Kopplungen" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;
- b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

6° in Punkt 1.7.8 "Dokumentation der Arbeiten zur Wärmedämmung von Leitungen für Heizung oder Sanitärwarmwasser" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

7° in Punkt 1.8.7 "Dokumentation von Arbeiten zur Regulierung von Wärmeerzeugern und des Systems zur Verteilung und zur Emission von Wärme" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

8° in Punkt 1.9.2 "Dokumentation der Arbeiten zur Aufteilung" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

9° in Punkt 1.10 "Thermische Solaranlagen" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

10° in Punkt 2.2 "Kältemaschine" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

11° in Punkt 2.3.7 "Dokumentation der Arbeiten zur Wärmedämmung der Kaltwasserleitungen" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

12° in Punkt 2.4.4 "Dokumentation von Arbeiten zur Regulierung von Kälteerzeugern und des Systems zur Verteilung und zur Emission von Kälte" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

13° in Punkt 2.5.2 "Dokumentation der Arbeiten zur Aufteilung" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

14° in Punkt 3.2.4 "Dokumentation der Arbeiten im Zusammenhang mit mechanischer Belüftung" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

15° in Punkt 3.3.7 "Dokumentation der Arbeiten zur Wärmedämmung der Luftleitungen" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

16° in Punkt 3.4.3 "Dokumentation der Arbeiten für die Energiezählung von Lüftern" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

17° in Punkt 4.3 "Dokumentation der Arbeiten im Zusammenhang mit Beleuchtung" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben;

18° in Punkt 5.5 "Dokumentation der Arbeiten im Zusammenhang mit einer Photovoltaik-Anlage" werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird aufgehoben;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Dieser Bericht enthält mindestens Folgendes:" wird durch die Wortfolge "Außer den in Artikel 12 § 1/1 Absatz 2 des Dekrets genannten Informationen enthält der in Artikel 19/2 des Erlasses genannte Bericht Folgendes:" ersetzt;

(2) der erste Gedankenstrich wird aufgehoben.

Art. 47 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 48 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. April 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/008136]

19 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

Gelet op het rapport van 3 juni 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op het advies van Fednot, uitgebracht op 21 augustus 2023;

Gelet op het advies van Febelfin, uitgebracht op 24 augustus 2023;

Gelet op het advies van Federia, uitgebracht op 24 augustus 2023;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 25 augustus 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting" van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 30 augustus 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie" van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 8 september 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 5 april 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76088/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 5 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 5, paragraaf 1, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden volgende wijzigingen ingevoerd:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

Behalve de informatie bedoeld in artikel 7, § 2, derde lid, van het decreet bevat het aanvraagdossier :

1° de datum van de aanvraag;

2° een afschrift van de ATG-E of de karakterisering bedoeld in artikel 4;

3° een omstandige omschrijving van de technische kenmerken van het concept of de technologie. ";

2° de paragraaf wordt aangevuld met de volgende leden:

"De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 7, § 2, derde lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in het tweede lid.

De in het derde lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het derde lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 7, § 4, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de administratie. "

Art. 2. In artikel 8, paragraaf 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

Behalve de informatie bedoeld in artikel 7, § 3, derde lid, van het decreet bevat het aanvraagdossier :

1° de datum van de aanvraag;

2° een uitvoerige omschrijving van de technische en energetische kenmerken van het (de) concept(en) of technologie(ën), bedoeld in artikel 7, § 2, toegepast op het gebouw ;

3° de berekening van de energieprestatie van betrokken gebouw volgens de alternatieve berekeningsmethode waarom de aanvrager verzoekt, vergezeld van een uitvoerige bewijsnota, omvat op zijn minst :

a) de algemene hypothesen toegepast op het gebouw ;

b) de identificatie van het (de) gebruikte beoordelingsinstrument(en) ;

c) de conclusies na vergelijking van de resultaten, al dan niet met toepassing van het (de) concept(en) of de technologie(ën), alsook de totale primaire energiebesparing verkregen voor betrokken gebouw ;

4° in voorkomend geval, een overzicht van gelijkaardige gevallen, met name met behulp van technische informatie, bibliografie. ";

2° de paragraaf wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

"De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 7, § 3, vierde lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in het tweede lid.

De in het derde lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het derde lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 7, § 4, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de administratie. "

Art. 3. In artikel 9/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt lid 1:

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 19/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, wordt vervangen als volgt :

"Art. 19/2. § 1. Naast de elementen bedoeld in artikel 12, § 1/2, van het decreet bevat de databank volgende inlichtingen:

1° het telefoonnummer en e-mailadres van de opsteller van het beoordelingsverslag en van de houder van het zakelijke recht op het gebouw of de EPB-eenheid, of ;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, het telefoonnummer en e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, indien van toepassing, de contactpersonen.

Naast de elementen bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het beoordelingsverslag de informatie die nodig is om de energieprestatie van het systeem te beoordelen zoals bepaald in bijlage C 4.

§ 2. De opstellers van verslagen hebben op de databank toegang tot de informatie, vermeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, 1° en 4°, van het decreet, alsook tot de informatie, vermeld in paragraaf 1, tweede lid, die betrekking heeft op de systemen waarvoor zij een beoordelingsrapport opstellen of bijwerken.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De opstellers van verslagen raadplegen en gebruiken de in het derde lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 12, § 1/3, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 3. De EPB-certificeerders hebben op de databank toegang tot de informatie, vermeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, 1° en 4°, van het decreet, alsook tot de informatie, vermeld in paragraaf 1, tweede lid, die betrekking heeft op de EPB-gebouwen of eenheden waarvoor zij een EPB-certificaat of een gedeeltelijk verslag opstellen of bijwerken.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De EPB-certificeerders raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 12, § 1/3, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 4. De houders van zakelijke rechten en de personen die zij aanwijzen hebben op de databank toegang tot de informatie, vermeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, 1° en 4°, van het decreet, alsook tot de informatie, vermeld in paragraaf 1, tweede lid, die betrekking heeft op de systemen van het gebouw of EPB-systeem waarop zij een het zakelijk recht uitoefenen.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De houders van zakelijke rechten en de personen die zij aanwijzen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 12, § 1/3, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 5. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben op de databank toegang tot de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/2, eerste en tweede lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, eerste en tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 12, § 1/3, eerste lid, 3°, 4° en 5°, van het decreet bedoelde doeleinden.

§ 6. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de in de paragrafen 2, 3, 4 en 5 bedoelde personen voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden."

Art. 5. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 20. § 1. De administratie beheert de toegang tot de databank bedoeld in artikel 14 van het decreet

Naast de elementen bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet bevat het EPB-certificaat volgende inlichtingen:

1° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed;

2° de gegevens ter verantwoording van de aard van de werken en de toepasbare procedures ;

3° de eisen die van toepassing zijn op elke EPB-eenheid of elk gedeelte van het gebouw in functie van de bestemming ervan en van de werken;

4° een omschrijving van de werken die nog uitgevoerd moeten worden om aan de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen te voldoen;

5° het resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw of van de betrokken EPB-eenheid, geraamd en bereikt;

6° het telefoonnummer en e-mailadres van de aangever van de EPB en, indien hun tussenkomst vereist is, van de architect, de beheerder van de EPB en, in voorkomend geval, de auteur van de technische, milieutechnische en economische haalbaarheidsstudie, of ;

7° indien de personen bedoeld in 6° rechtspersonen zijn, het telefoonnummer en e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, indien van toepassing, de contactpersonen.

§ 2. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben op de databank toegang tot de informatie bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1/3, tweede lid, 3°, 4°, 6° en 7°, van het decreet bedoelde doeleinden.

§ 3. De EPB-verantwoordelijken hebben op de databank toegang tot de proceduredocumenten betreffende de EPB- en elektromobiliteitsvereisten en tot de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° tot 5°.

In de gevallen bedoeld in artikel 14, § 3, tweede en derde lid, van het decreet heeft de de nieuwe EPB-verantwoordelijke op de databank toegang tot de proceduredocumenten betreffende de EPB- en elektromobiliteitsvereisten en tot de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° tot 5°.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De EPB-verantwoordelijken raadplegen en gebruiken de in het eerste en tweede lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 1° van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 4. De EPB-certificeerders hebben op de databank toegang tot het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33 van het decreet en tot de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De EPB-certificeerders raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 5. In de databank hebben de instrumenterende ambtenaren toegang tot de voorlopige EPB-aangifte, het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33 van het decreet en het voorlopige PEB-certificaat opgesteld op basis van artikel 34, § 3, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De instrumenterende ambtenaren raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 2^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 6. In de databank hebben de vastgoedagenten toegang tot de voorlopige EPB-aangifte, het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33 van het decreet en het voorlopige PEB-certificaat opgesteld op basis van artikel 34, § 3, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De vastgoedagenten raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 2^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 7. De burgemeesters, ambtenaren en technische personeelsleden van de gemeenten bedoeld in artikel 86 hebben op de databank toegang tot de proceduredocumenten met betrekking tot de EPB-eisen en de elektromobiliteitseisen en tot de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 4^o en 5^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 8. De gemachtigde ambtenaren bedoeld in de artikelen R.I.3-1 en R.VII.3-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling hebben op de databank toegang tot de informatie bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 4^o en 5^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 9. In de databank hebben de kandidaat-kopers en de kandidaat-huurders toegang tot het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33 van het decreet en het voorlopige PEB-certificaat opgesteld op basis van artikel 34, § 3, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De de kandidaat-kopers en de kandidaat-huurders raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 2^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 10. In de databank hebben de leners toegang tot de voorlopige EPB-aangifte, het EPB-certificaat opgesteld op basis van artikel 33 van het decreet en het voorlopige PEB-certificaat opgesteld op basis van artikel 34, § 3, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De leners raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1, tweede lid, 8^o, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 11. De houders van een zakelijk recht en de personen die zij aanwijzen, hebben toegang tot de volgende documenten in de databank van het gebouw waarop het zakelijk recht wordt uitgeoefend:

1^o de initiële EPB-aangifte;

2^o de vereenvoudigde EPB-aangifte opgesteld in het geval bedoeld in artikel 16, § 2, tweede lid, van het decreet ;

3^o de voorlopige EPB-aangifte;

4^o de EPB-slotaangifte;

5^o het voorlopig EPB-certificaat opgesteld overeenkomstig artikel 34, § 3, van het decreet of het EPB-certificaat opgesteld overeenkomstig artikel 33 van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De houders van zakelijke rechten en de personen die zij aanwijzen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 14, § 1/3, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 12. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de in de paragrafen 2 tot 11 bedoelde autoriteiten en personen voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden. "

Art. 6. In artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 7. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Voor gebouwen met een totale bruikbare vloeroppervlakte van minder dan 1.000 m² kan de administratie een gestandaardiseerde technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie ter beschikking stellen. ";

2^o paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Naast de elementen bedoeld in artikel 15, § 2, eerste lid, van het decreet bevat de haalbaarheidsstudie minstens volgende elementen :

1^o een beschrijving van het onderzochte gebouw, met inbegrip van de totale nuttige oppervlakte, en de energiebehoeften ervan;

2^o een samenvattende tabel van de werkhypothesen in verband met de overwogen technologieën;

3° de analyse van de overwogen technologieën, met name hun omschrijving, hun technische integratie in het gebouw, hun relevante en, voor de technologie(ën) waarvan de integratie mogelijk is en aangenomen wordt, hun energiebalans, hun economische balans en hun milieubalans;

4° de keuze van de aangenomen technologie(ën) en de verantwoording ervan;

5° de datum ;

6° de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet. ”;

3° in paragraaf 3, thans paragraaf 4, wordt het woord “haalbaarheidsonderzoek” aangevuld met de woorden “technische, ecologische en economische”.

Art. 8. Artikel 23 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2013, wordt vervangen als volgt:

“Art. 23. Naast de elementen bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid, van het decreet bevat de vereenvoudigde EPB-aangifte:

1° de aard van de werken en de bestemming of de bestemmingen van het goed;

2° de gegevens ter verantwoording van de aard van de werken en de toepasbare procedures ;

3° de eisen die van toepassing zijn op elke EPB-eenheid of elk gedeelte van het gebouw in functie van de bestemming ervan en van de werken;

4° in voorkomend geval, de eisen inzake elektromobiliteit die van toepassing zijn op het gebouw in functie van de bestemming ervan;

5° de datum ;

6° de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet. ”

Art. 9. Artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 24. Naast de elementen bedoeld in artikel 16, § 2, eerste lid, van het decreet bevat de vereenvoudigde EPB-aangifte :

1° de aard van de werken en de bestemming(en) van het goed, met inbegrip van, in voorkomend geval, de eventueel overwogen wijziging ervan ;

2° de gegevens ter verantwoording van de aard van de werken en de toepasbare procedures ;

3° de eisen die van toepassing zijn op elke EPB-eenheid of elk gedeelte van het gebouw in functie van de bestemming ervan en van de werken;

4° een tabel met de U-waarden van de bouwelementen die de renovatiewerken ondergaan ;

5° een tabel met het verluchttingsdebiet van de betrokken lokalen;

6° als het een bestemmingswijziging betreft in de zin van artikel 19, een berekeningsnota van het K-niveau ;

7° de datum ;

8° de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet;

9° in het geval bedoeld in artikel 16, § 2, tweede lid, van het decreet bevat het nummer van het EPB-dossier. ”

Art. 10. Artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 11 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. 25. Naast de elementen bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, van het decreet bevat de voorlopige EPB-aangifte :

1° de datum ;

2° de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet. ”

Art. 11. Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 11 april 2019, wordt vervangen als volgt:

“Art. 26. Naast de elementen bedoeld in artikel 18, § 1, eerste lid, van het decreet bevat de uiteindelijke EPB-aangifte :

1° de vermelding van een eventuele wijziging in de identificatie van de partijen betrokken bij het project;

2° in voorkomend geval, een afschrift van de beslissing bedoeld in de artikelen 5 of 8;

3° de datum ;

4° de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet. ”

Art. 12. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

“§ 2. Naast de elementen bedoeld in artikel 19, § 2, vijfde lid, van het decreet bevat het EPB-certificaat volgende inlichtingen:

1° de uitdrukkelijke wil van de overdrager en de verkrijger dat de overdracht van de hoedanigheid van aanmelder aan de verkrijger verricht wordt;

2° de datum van de overdracht van de vergunning.

De verantwoordelijken voor de verwerking in de zin van de AVG is de administratie.

“De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 19, § 2, vijfde lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in het eerstelid.

De in het tweede lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het derde lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 19, § 2/1, eerste lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de administratie. ”

Art. 13. In Titel III, Hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit wordt een artikel 28/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 28/1. De administratie stelt de informatie bedoeld in artikel 18/1 van het decreet ter beschikking

De administratie vermeldt de lijst van verzamelde persoonsgegevens, de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, de periode gedurende welke zij worden bewaard, alsmede de procedures voor toegang tot en correctie van de gegevens."

Art. 14. In Titel III, Hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit wordt een artikel 28/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 28/2. Voorafgaand aan het verzamelen van de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet en artikel 20, § 1, tweede lid, bezorgt de EPB-verantwoordelijke aan de EPB-aangever en in voorkomend geval aan de architect en de opsteller van de technische, milieutechnische en economische haalbaarheidsstudie de informatiemelding bedoeld in artikel 18/1 van het decreet."

Art. 15. In Titel III, Hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit wordt een artikel 28/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 28/3. Voorafgaand aan het verzamelen van de gegevens bedoeld in artikel 14, § 1, eerste lid, van het decreet en artikel 20, § 1, tweede lid, bezorgt de opsteller van de technische, milieutechnische en economische haalbaarheidsstudie aan de EPB-aangever de informatiemelding bedoeld in artikel 18/1 van het decreet."

Art. 16. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Naast de gegevens, bedoeld in de artikelen 23, § 3, eerste en tweede lid, 25, § 3, eerste en tweede lid, en 27, § 3, eerste en tweede lid, van het besluit, bevat de verantwoordingsnota de volgende gegevens:

1° de datum ;

2° denauwkeurige identificatie van de toepasselijke wettelijke bepaling;

3° een gedetailleerde opgave van de elementen die de toepasselijke uitzondering rechtvaardigen.

De vorm en de inhoud van de verantwoordingsnota kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De burgemeesters, ambtenaren en technische personeelsleden van de gemeenten bedoeld in artikel 86 raadplegen en gebruiken de informatie bedoeld in de artikelen 23, § 3, eerste en tweede lid, 25, § 3, eerste en tweede lid en 27, § 3, eerste en tweede lid, van het decreet en in het eerste lid voor een periode die niet langer is dan de tijd die nodig is om de doeleinden, vermeld in de artikelen 23, § 3, derde lid, 2° en 3°, 25, § 3, derde lid, 2° en 3°, en 27, § 3, derde lid, 2° en 3°, van het decreet, te bereiken.

De gemachtigde ambtenaren in de zin van de artikelen R.I.3-1 en R.VII.3-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening raadplegen en gebruiken de informatie bedoeld in de artikelen 23, § 3, eerste en tweede lid, 25, § 3, eerste en tweede lid en 27, § 3, eerste en tweede lid, van het decreet en in het eerste lid voor een periode die niet langer is dan de tijd die nodig is om de doeleinden, vermeld in de artikelen 23, § 3, derde lid, 2° en 3°, 25, § 3, derde lid, 2° en 3°, en 27, § 3, derde lid, 2° en 3°, van het decreet, te bereiken.

De ambtenaren en de personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 raadplegen en gebruiken de informatie bedoeld in de artikelen 23, § 3, eerste en tweede lid, 25, § 3, eerste en tweede lid, en 27, § 3, eerste en tweede lid, van het decreet en in het eerste lid voor een periode die niet langer is dan de tijd die nodig is om de doeleinden, vermeld in de artikelen 23, § 3, derde lid, 2°, 4° en 5°, 25, § 3, derde lid, 2°, 4° en 5°, en 27, § 3, derde lid, 2°, 4° en 5°, van het decreet, te bereiken.

De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de in de leden 3, 4 en 5 bedoelde personen voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de informatie kunnen nader bepaald worden door de Minister."

Art. 17. In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Naast de elementen bedoeld in artikel 28, § 2, derde lid, van het decreet bevat kennisgeving volgende inlichtingen:

1° de uitdrukkelijke wil van de partijen dat de overdracht van de hoedanigheid van aanmelder aan de koper verricht wordt;

2° de datum van de overeenkomst tot overdracht ;

3° de voorlopige EPB-aangifte bedoeld in artikel 17 van het decreet.

De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 28, § 2, derde lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in het eerste lid.

De in het tweede lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het tweede lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 28, § 2, vierde lid, van het decreet bedoelde doeleinden.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de administratie."

Art. 18. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 36. Naast de elementen bedoeld in artikel 30, § 2, eerste lid, van het decreet bevat het EPB-certificaat volgende informatie:

1° in voorkomend geval, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;

2° de versie van de gebruikte berekeningssoftware en, in voorkomend geval, van het protocol voor de verzameling van de gegevens;

3° de prijs van het certificaat, behalve wanneer het certificaat wordt afgeleverd na een EPB-procedure of wanneer het gaat om een certificaat voor een openbaar gebouw met het oog op de aanplakking ervan door een interne certificeerder;

4° de datum van afgifte van het certificaat;

5° in voorkomend geval, de referentie van het gedeeltelijke verslag."

Art. 19. In artikel 37 van hetzelfde besluit wordt het woord "eenheid" telkens vervangen door het woord "EPB-eenheid".

Art. 20. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt het woord "eenheid" telkens vervangen door het woord "EPB-eenheid".

Art. 21. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden ", alsmede de naam van de overheidsinstantie die het gebouw in gebruik heeft".

Art. 22. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door wat volgt:

"§ 1. Naast de elementen bedoeld in artikel 31, § 1, derde lid, van het decreet bevat het gedeeltelijk verslag volgende elementen:

1° in voorkomend geval, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en haar referentienummer;

2° de versie van de gebruikte berekeningsoftware en, in voorkomend geval, van het protocol voor de verzameling van de gegevens;

3° de prijs van het gedeeltelijk verslag, behoudens voor het certificaat opgemaakt na afloop van een EPB-procedure "bouw";

4° de datum van afgifte van het gedeeltelijk verslag ; "

Art. 23. Artikel 45 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 24. Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 46. § 1. De administratie beheert de gegevensbank bedoeld in artikel 32 van het decreet

Naast de elementen bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, van het decreet bevat het EPB-certificaat volgende informatie:

1° het telefoonnummer en e-mailadres van de houder van het zakelijk recht op het gebouw of de EPB-eenheid en van de EPB-certificeerder, of ;

2° indien de personen bedoeld in 1° rechtspersonen zijn, het telefoonnummer en e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, indien van toepassing, de contactpersonen

3° in het geval bedoeld in artikel 31 van het decreet, het telefoonnummer en e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, indien van toepassing, de contactpersonen;

4° in het geval bedoeld in artikel 35 van het decreet, de naam, de voornaam, het telefoonnummer en e-mailadres van de wettelijke vertegenwoordigers en, indien van toepassing, de contactpersonen;

5° in voorkomend geval, de referentie van het gedeeltelijke verslag.

§ 2. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben op de databank toegang tot de inhoud van de EPB-certificaten en de gedeeltelijke verslagen bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1/3, tweede lid, 3°, 4°, 5° en 6°, van het decreet bedoelde doeleinden.

§ 3. De EPB-certificeerders hebben op de databank toegang tot de EPB-certificaten en de gedeeltelijke verslagen, evenals tot de gegevens bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet.

In afwijking van lid 1 hebben interne EPB-certificeerders voor openbare gebouwen toegang tot de databank van EPB-certificaten en de in lid 1 bedoelde informatie die alleen betrekking heeft op gebouwen die worden gebruikt door de overheidsinstantie waarin zij werkzaam zijn.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De EPB-certificeerders raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 1°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 4. Instrumenterende ambtenaren hebben toegang tot EPB-certificaten in de databank.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De instrumenterende ambtenaren raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 5. Instrumenterende ambtenaren hebben toegang tot EPB-certificaten in de databank.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De vastgoedagenten raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 6. De kandidaat-kopers of kandidaat-huurders hebben toegang tot de inhoud van de EPB-certificaten in de databank, met uitzondering van de informatie bedoeld in artikel 30, § 2, eerste lid, 2°, 4°, 5°, 6° en 12° van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De de kandidaat-kopers en de kandidaat-huurders raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 2°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 7. De houders van een zakelijk recht en de personen die zij aanwijzen, hebben toegang tot de databank van het gebouw waarop het zakelijk recht wordt uitgeoefend, tot het EPB-certificaat en tot de informatie bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De houders van zakelijke rechten en de personen die zij aanwijzen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 2° van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 8. De leners hebben toegang tot EPB-certificaten in de databank.

De administratie verleent de toegang tot de databank.

De leners raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 32, § 1, tweede lid, 7°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 9. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de in de paragrafen 2 tot 8 bedoelde personen voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden. ”

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt een artikel 46/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 46/2. De administratie stelt de informatie bedoeld in artikel 32/2 van het decreet ter beschikking

Het informatieblad vermeldt de lijst van verzamelde persoonsgegevens, de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, de periode gedurende welke zij worden bewaard, alsmede de procedures voor toegang tot en correctie van deze gegevens. ”

Art. 26. Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 18 december 2014 wordt vervangen als volgt:

”Art. 48. De indicatoren en informatie die moeten worden vermeld in alle reclame bedoeld in artikel 34, § 4, van het decreet zijn :

1° de energieklassering van het gebouw of van de EPB-eenheid;

2° de enige code van het EPB-certificaat;

3° het specifieke primaire energieverbruik van het gebouw of van de EPB-eenheid;

4° het totale theoretische primaire energieverbruik van het gebouw of van de EPB-eenheid;

5° een buitenfoto van het gebouw, waarbij de betrokken EPB-eenheid wordt geïdentificeerd.

De Minister bepaalt de vorm waarin en de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde informatie wordt opgenomen, rekening houdend met de vorm en de wijze van verspreiding van de reclamemediatoren.

In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister bepaalde reclame-uitingen vrijstellen van één of meer van de vermeldingen, vermeld in lid 1, 3°, 4° en 5°, rekening houdend met de gedetailleerdheid van de reclamemediatoren. ”

Art. 27. In Titel IV, hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 55/1 ingevoegd luidend als volgt :

”Art. 55/1. Voorafgaand aan het verzamelen van de gegevens bedoeld in artikel 32, § 1, eerste lid, van het decreet en artikel 46, § 1, tweede lid, bezorgt de EPB-certificeerder aan de houder van een zakelijk recht op het gebouw of de EPB-eenheid het informatieblad bedoeld in artikel 32/2 van het decreet. ”

Art. 28. In hetzelfde besluit wordt een Titel IV/1, die de artikelen 55/2 en 55/3 bevat, ingevoegd, luidend als volgt:

”Titel IV/1 - Gebouwenpaspoort

Art. 55/2. § 1. Het gebouwenpaspoort bedoeld in artikel 39/1 van het decreet is een digitale interface.

De administratie beheert het gebouwenpaspoort met het oog op de vervulling van de doeleinden bedoeld in artikel 39/1, § 1, tweede lid, van het decreet.

§ 2. Naast de informatie bedoeld in artikel 39/1, § 2, eerste lid, van het decreet bevat het gebouwenpaspoort volgende inlichtingen:

1° informatie over de eisen die van toepassing zijn op het gebouw;

2° informatie over advies en ondersteunende maatregelen met betrekking tot de energiestaat van het gebouw;

3° informatie over de rechten en plichten van elke houder van zakelijke rechten en van de personen die zij machtigen met betrekking tot de gegevens waartoe zij toegang hebben.

§ 3. Het gebouwenpaspoort kan de documenten en informatie met betrekking tot het gebouw bevatten die elke houder van een zakelijk recht wil bewaren.

Art. 55/3. § 1. De houder van een zakelijk recht heeft toegang tot het gebouwenpaspoort zolang het zakelijk recht bestaat.

Elke houder van een zakelijk recht kan andere personen toegang verlenen, op het gebouwenpaspoort, tot de informatie die hij bepaalt en voor de periode die hij vaststelt.

Elke houder van een zakelijk recht kan een verleende toegangsmachtiging te allen tijde intrekken.

De administratie geeft toegang tot het gebouwenpaspoort.

De Minister kan de toegangsregels tot het gebouwenpaspoort nader omschrijven.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 39/1, § 3, eerste en zesde lid, van het decreet zijn de ambtenaren en personeelsleden die toegang kunnen hebben tot het gebouwenpaspoort de ambtenaren en personeel van de administratie.

§ 3. Bij elke vorm van overdracht van een zakelijk recht blijven de in artikel 55/2, § 3 bedoelde elementen behouden, tenzij de oorspronkelijke houder van het zakelijk recht dit uitdrukkelijk wenst.

Bij elke vorm van overdracht van zijn zakelijke rechten, worden de machtigingen die door een houder van zakelijke rechten zijn verleend van rechtswege ingetrokken.

§ 4. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de administratie, de houders van zakelijke rechten en de personen gemachtigd door de houders van zakelijke rechten voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden. ”

Art. 29. In artikel 60 van hetzelfde besluit worden de woorden "artikel 42, § 1, 1^o," vervangen door de woorden "artikel 42, § 1, lid 1, 1^o".

Art. 30. In artikel 61 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Naast de informatie bedoeld in artikel 43, § 1, derde lid, leden 2 en 3, van het decreet bevat de aanvraag volgende elementen:

1^o de informatienota bedoeld in artikel 45/1 van het decreet;

2^o indien de aanvrager een natuurlijke persoon is, het attest bedoeld in artikel 72, § 1, lid 1 ;

3^o indien de aanvrager een rechtspersoon is, een afschrift van de overeenkomst tussen hem en een van de personen bedoeld in artikel 43, § 1^{er}, tweede lid, 3^o, van het decreet;

4^o de datum. "

Art. 31. In artikel 62 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in lid 1 worden de woorden ", evenals de naam, het adres en het beroep van de houder ervan" opgeheven ;

2^o het artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

"Naast de in artikel 61 bedoelde elementen moet in de aanvraag tot erkenning als EPB-certificeerder voor openbare gebouwen de overheidsinstantie worden geïdentificeerd waarbinnen de interne certificeerder actief is. "

Art. 32. Artikel 63 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 63. Om zijn ervaring aan te tonen in de energie-aspecten van gebouwen, voegt de energieverantwoordelijke, gecertificeerd in het kader van de door het Waalse Gewest ingerichte vormingscycli, bij zijn aanvraag tot erkenning als interne EPB-certificeerder voor openbare gebouwen de instelling(en) waarin de kandidaat actief is. "

Art. 33. In artikel 66 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1 worden de woorden "technische, milieutechnische en economische" ingevoegd tussen de woorden "auteur van" en het woord "haalbaarheidsstudies";

2^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 7. Naast de informatie bedoeld in artikel 43, § 1, lid 2, van het decreet bevat de aanvraag volgende inlichtingen:

1^o de titels, kwalificaties of ervaring in het domein van alternatieve systemen voor productie en gebruik van energie zoals bedoeld in artikel 41, § 1, lid 1, 1^o, van het decreet

3^o een afschrift van de overeenkomst tussen de aanvrager en een van de personen bedoeld in artikel 43, § 1, tweede lid, 3^o, van het decreet;

3^o de informatie bedoeld in artikel 45/1 van het decreet. "

Art. 34. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met vier leden, luidend als volgt:

"Naast de gegevens, bedoeld in artikel 45, tweede lid, 1^o, van het decreet, bevat de lijst, bedoeld in het eerste lid, met diens voorafgaande toestemming, het postadres, het telefoonnummer en het e-mailadres dat de erkende persoon wenst te gebruiken bij de uitoefening van zijn opdrachten.

Naast de gegevens, bedoeld in artikel 45, tweede lid, 2^o, van het decreet, bevat de lijst, bedoeld in het eerste lid, met hun voorafgaande toestemming, het postadres, het telefoonnummer en het e-mailadres dat de erkende rechtspersoon wenst te gebruiken bij de uitoefening van zijn opdrachten.

De erkende persoon stelt de administratie door middel van het ter beschikking gestelde formulier onmiddellijk in kennis van elke wijziging van de in artikel 45, lid 2, van het decreet bedoelde gegevens.

De erkende persoon kan met behulp van het door de administratie verstrekte formulier verzoeken om deze informatie geheel of gedeeltelijk aan te passen of in te trekken. "

Art. 35. In Titel V, hoofdstuk 2, afdeling 3, van hetzelfde besluit, wordt een artikel 69/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 69/3. De Minister legt het informatieblad vast bedoeld in artikel 45/1 van het decreet.

Het informatieblad wordt bij de erkenningsaanvraag gevoegd.

De nota vermeldt de lijst van verzamelde persoonsgegevens, de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, de periode gedurende welke zij worden bewaard, alsmede de procedures voor toegang tot en correctie van deze gegevens. "

Art. 36. In artikel 75 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. Naast de informatie bedoeld in artikel 47, § 1, derde lid, leden 2 en 3, van het decreet bevat de aanvraag volgende elementen:

1^o het informatieblad bedoeld in artikel 45/1 van het decreet;

2^o de datum. "

Art. 37. In artikel 76, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 46 » vervangen door de woorden « artikel 46, § 2 ».

Art. 38. Artikel 77 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

Het erkende vormingscentrum geeft onverwijld kennis aan de administratie door middel van het ter beschikking gestelde formulier van iedere wijziging in de informatie bedoeld in artikel 49, lid 2, van het decreet

Het erkende vormingscentrum kan met behulp van het door de administratie verstrekte formulier verzoeken om deze informatie geheel of gedeeltelijk aan te passen of in te trekken. "

Art. 39. In Titel V van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd, dat artikel 77/1 omvat, luidend als volgt:

"Hoofdstuk III/1 - Databank betreffende de erkenningen

Art. 77/1. § 1. De databank bedoeld in artikel 49/1 van het decreet wordt door de administratie beheerd.

Naast de elementen bedoeld in artikel 49/1, § 1, leden 1 en 2, van het decreet bevat de databank volgende informatie:

1° voor natuurlijke personen die een erkenning aanvragen :

a) het dossiernummer;

b) de datum van erkenningsaanvraag;

c) informatie over de deelname van de erkenningsaanvrager aan de opleiding en het met goed gevolg afleggen van het examen;

2° naast de informatie bedoeld in 1°, in het geval van erkende natuurlijke personen :

a) de datum van toekenning van de erkenning

b) informatie over de deelname van de erkende persoon aan permanente vormingen;

c) informatie met betrekking tot controles en beslissingen tot bestraffing waaraan de persoon is onderworpen;

3° voor rechtspersonen die een erkenning aanvragen :

a) het dossiernummer;

b) de datum van erkenningsaanvraag;

4° naast de informatie bedoeld in 3°, in het geval van erkende rechts personen :

a) de datum van toekenning van de erkenning

b) informatie over de deelname van de erkende persoon aan permanente vormingen;

c) informatie over eventuele wijzigingen bij de in 3°, d) bedoelde personen;

d) informatie met betrekking tot controles en beslissingen tot bestraffing waaraan de rechtspersoon is onderworpen.

§ 2. De verantwoordelijke voor de verwerking is de administratie.

De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben op de databank toegang tot de informatie bedoeld in artikel 49/1, eerste en tweede lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De in het tweede lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het tweede lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 49/1, § 1, derde lid, van het decreet bedoelde doeleinden. "

Art. 40. Artikel 79 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden ", de instelling of de externe dienstverlener aangewezen om de controle uit te voeren".

Art. 41. In artikel 80 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt :

"De administratie, de instelling of externe dienstverlener brengt de erkende actor op de hoogte van de vastgestelde fout en geeft hem de opdracht deze binnen een door hem te bepalen termijn te corrigeren, stelt de persoon die het document heeft besteld op de hoogte van de fout en stuurt hem de gecorrigeerde versie. ";

2° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 87 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

"§ 4. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 3°, van het decreet worden bestraft met een geldboete van volgend bedrag:

1° 500 euro voor elke inbreuk op de verplichtingen bedoeld in artikel 34, § 1, lid 2, en § 4, van het decreet ;

2° 1.000 euro voor elke inbreuk op de verplichtingen bedoeld in de artikelen 34, § 1, lid 1, en § 3, lid 5, in artikel 35 van het decreet. "

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

"§ 5. De inbreuken vastgesteld in artikel 59, 5° en 6°, van het decreet worden bestraft met een geldboete van 250 euro "

Art. 43. Artikel 89 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De instantie die het proces-verbaal opstelt, deelt het in artikel 65/2 van het decreet bedoelde informatieblad mee aan de personen bedoeld in artikel 65/1, § 1, eerste lid, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° van het decreet. "

Art. 44. In Titel VI van hetzelfde besluit, wordt een artikel 89/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 89/1. De Minister legt het informatieblad vast bedoeld in artikel 65/2 van het decreet.

De administratie vermeldt de lijst van verzamelde persoonsgegevens, de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, de periode gedurende welke zij worden bewaard, alsmede de procedures voor toegang tot en correctie van deze gegevens. "

Art. 45. In hetzelfde besluit wordt een Titel VI/2 die artikel 89/2 bevat, ingevoegd, luidend als volgt:

“Titel VI/2 - Databank betreffende de controles

Art. 89/2. § 1. De databank bedoeld in artikel 65/1 van het decreet wordt door de administratie beheerd.

Naast de elementen bedoeld in artikel 65/1, § 1, lid 1, van het decreet bevat de databank volgende inlichtingen:

1° het controledossiernummer ;

2° de informatie die voor de administratie nodig is om de vastgestelde inbreuken te bewijzen ;

3° de data van de vaststellingen, hoorzittingen en documenten van de controleprocedure.

§ 2. De ambtenaren en personeelsleden van de administratie bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben op de databank toegang tot de informatie bedoeld in artikel 65/1, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 65/1, § 1, tweede lid, 1°, 2° en 3°, van het decreet bedoelde doeleinden.

§ 3. De burgemeesters, ambtenaren en technische personeelsleden van de gemeenten bedoeld in de artikelen 79 en 86 hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 65/1, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in § 1, tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 65/1, § 1, tweede lid, 1°, 2°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 4. De gemachtigde ambtenaren in de zin van de artikelen R.I.3-1 en R.VII.3-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling hebben toegang tot de informatie bedoeld in artikel 65/1, § 1, eerste lid, van het decreet, alsook tot de informatie bedoeld in § 1, tweede lid.

De in het eerste lid bedoelde personen raadplegen en gebruiken de in het eerste lid bedoelde informatie niet langer dan nodig voor de in artikel 65/1, § 1, tweede lid, 1°, 2°, van het decreet bedoelde doeleinden.

De duur en de nadere regels voor de toegang tot de databank kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 5. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn, elk wat hen betreft, de in de paragrafen 2 tot 4 bedoelde autoriteiten en personen voor de uitoefening van hun respectieve doeleinden. ”

Art. 46. In bijlage C4 bij hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1.2.3 “Documentatie van werkzaamheden aan verwarmingsketels voor centrale verwarming” worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden “Dit rapport bevat ten minste: ” worden vervangen door de woorden “Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ”;

(2) vervalt het eerste streepje opgeheven

2° onder 1.3 “Warmtepompen” worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden “Dit rapport bevat ten minste: ” worden vervangen door de woorden “Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ”;

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

3° in 1.4.3 “Documentatie van werkzaamheden aan toestellen voor directe elektrische verwarming” worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “Dit rapport bevat ten minste: ” worden vervangen door de woorden “Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ”;

b) het eerste streepje wordt opgeheven;

4° in 1.5.3 “Documentatie van werkzaamheden aan toestellen voor directe elektrische verwarming van warm water voor huishoudelijk gebruik” worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden “Dit rapport bevat ten minste: ” worden vervangen door de woorden “Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ”;

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

5° in 1.6 "Warmtekrachtkoppeling" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

6° in 1.7.8 "Documentatie van werkzaamheden voor isolatie van leidingen voor verwarming of warm water voor huishoudelijk gebruik" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

7° in 1.8.7 "Documentatie van werkzaamheden met betrekking tot de regeling van warmteopwekkers en het systeem voor verdeling en afgifte van warmte" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

8° in 1.9.2 "Documentatie van werkzaamheden met betrekking tot de verdeling" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

9° in 1.10 "Thermische systemen op zonne-energie" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

10° in 2.2 "Koelmachine" worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

11° in 2.3.7 "Documentatie van werkzaamheden voor isolatie van koelwaterleidingen" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

12° in 2.4.4 "Documentatie van werkzaamheden met betrekking tot de regeling van koudeopwekkers en het systeem voor verdeling en afgifte van koude" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

13° in 2.5.2 "Documentatie van werkzaamheden met betrekking tot de verdeling" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

14° in 3.2.4 "Documentatie van werkzaamheden in verband met mechanische ventilatie" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

15° in 3.3.7 "Documentatie van werkzaamheden voor isolatie van luchtkanalen" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

16° in 3.4.3 "Documentatie van werkzaamheden voor energiemeting van ventilatoren" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

17° in 3.2.4,3 "Documentatie van werkzaamheden in verband met verlichting" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) het eerste streepje wordt opgeheven;

18° in 3.2.5,5 "Documentatie van werkzaamheden in verband met een fotovoltaïsche installatie" worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt opgeheven;

b) in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "Dit rapport bevat ten minste:" worden vervangen door de woorden "Naast de informatie bedoeld in artikel 12, § 1/1, tweede lid, van het decreet bevat het verslag bedoeld in artikel 19/2 van het besluit : ";

(2) wordt het eerste streepje opgeheven.

Art. 47. Dit besluit treedt in werking vanaf de dag na die van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 48. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 april 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY